

LES MUNICIPALITÉS: pour quoi faire ?

NOTRE DOSSIER
PAGES 11 à 16

lutte **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 442 - 19 février 1977 - prix : 3F

CARTER:
vers le
dégel
avec
Cuba

P. 24

AU PLAN d'AUSTERITE **BARRE AJOUTE** **L'INJURE et L'INSOLENCE**

PAYS DE L'EST :

**Portée et
limite de la
contestation**

p.7

PC-PS et les NATIONALISATIONS:

faux débat sur
un faux problème

p.5



sommaire en France

Page 4 :

- La drogue dans les lycées : les lamentations hypocrites des bourgeois.
- Succès des Six heures de CdT.

Page 5 :

- Le PS, le PC et les nationalisations.
- Qu'est-ce qui fait courir Chirac à Saint-Nazaire ?

Page 17 :

- Les patrons spéculent sur le racisme pour diviser les travailleurs.
- Quand les instituteurs refusent, Haby n'a pas la loi.

Page 18 :

- Assurances Europe : aux élections de délégués, le personnel soutien la section CGT de l'entreprise contre... les dirigeants de la CGT.
- Normacem (Lyon) : le trust CEM se reconver- tit sur le dos des travailleurs.

Page 19 :

- Chantier Masséna (SNCF - Paris 13^e) : grève victorieuse à la Ferroviaire.
- Besançon : le Centre d'Aide par le Travail a déposé son bilan.

dans le monde

Page 8 :

- Vague de grèves au Portugal.
- Maroc : condamnations sévères après une caricature de procès.

Page 9 :

- Coopération franco-malienne : dictature et mi- sère pour les uns, profits pour les autres.
- Egypte : les 99 % de «oui» du dictateur.

extreme-gauche

Page 10 :

- Dans l'extrême-gauche et dans sa presse.

dossier

PAGES 11 à 16 :

DES MUNICIPALITES POUR QUOI FAIRE ?

culture et loisirs

Page 21 :

- Livres : La mer couleur de vin, de Léonardo Sciascia ; Ma route et mes combats, d'André Bergeron.

Page 22 :

- Films : La rose et la flèche ; La petite fille au bout du chemin ; La marche triomphale.

Page 23 :

- Aux Dossiers de l'écran : la justice est faite.. oui, mais quelle justice ?
- Théâtre : Vive la culture, de J. Blot.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mit- terrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de rem- placer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et so- cialisme sont le seul avenir possible pour l'hu- manité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pol- lution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gou- vernement mais aussi son Parlement, ses tri- bunaux, sa police, son armée et exercer eux- mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :

Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

courrier des lecteurs

LO ET LES MUNICIPALES

Chers camarades,
Nous voulons aujourd'hui vous exprimer notre profonde surprise après la nouvelle « alliance », après cet accord entre LO, la LCR et l'OCT. Votre tendance dans le mouvement révolutionnaire a toujours consisté en votre intransigeance envers les pseu- do-communistes tel que les éco- logistes, les Occitans ou le MLF. Mais aujourd'hui, voilà que vous signez un accord avec l'Organi- sation Communiste des Travail- leurs (ex-OCR-OCGOP) qui se réclame de ladite pensée « Mao- Tsé toung », qui adopte et qui a

toujours adopté une position ul- tra-gauche et ultra-opportuniste, qui a juste momentanément « rompu » ses « relations » avec le Parti Communiste Révolution- naire (ml), organisation ultra-sta- linienne qui nous traite « d'hitlé- ro-trotskyistes » et d'encore bien d'autres choses. Votre déclara- tion commune « anti-plan Bar- re » ressemble fort au « Front démocratique anti-fasciste » où l'on voyait gaullistes et stalinien marcher et écraser les révoltes ouvrières. Ensuite, cet accord fait preuve d'un grand sentiment d'électoralisme. Eh oui, camara-

Les expulsions :

L'AFFAIRE

« HELENE VERNET »

Nous avons reçu une lettre d'Hélène Vernet et de son fils, ac- compagnée d'une série de documents relatant le cas « Hélène Ver- net », cette dame de 68 ans menacée d'expulsion. Nous citons quel- ques extraits de la lettre et d'une lettre ouverte qui y était jointe.

« Peut-être avez-vous entendu parler par la presse de l'affaire Vernet, autour de laquelle s'est formée un « Comité de défense d'Hélène Vernet contre l'expul- sion ». (...)

J'avais 14 ans quand je suis arrivée au 39, rue Chaptal, avec ma sœur et mes parents. Main- tenant âgée de 68 ans, je suis chez moi, dans l'atmosphère que les miens et moi y avons créée, et aussi avec les installations que nous y avons faites, en fonc- tion de nos besoins à nous et de nos moyens. Je n'ai jamais de- mandé autre chose que d'acqué- rir mon logement pour m'y assu- rer la sécurité, à moi et ma fa- mille, et la très légitime proprié- té des ressources investies dans les aménagements qui ne s'em- portent pas et resteraient, à tort, au bénéfice illégal de ces pro- priétaires par surprise, qui ne conviennent qu'à nous et qui nous assurent un loyer modéré, du fait que nous les avons payés.

Ce logis a toujours été large- ment occupé, tant par ma pro- pre famille que par ceux, mo- mentanément sans logis et sans

ressources, qui y ont trouvé re- fuge et réconfort. J'y ai mis au monde trois enfants, que j'ai éle- vés seule après la disparition de mon mari à la guerre. (...)

L'appartement a été vendu à notre insu à un jeune ménage qui voulait lui-même, s'agrandir (c'est bien son droit) et qui a dé- libérément choisi un logement déjà occupé (deux fois moins cher que libre), tout en sachant que les occupants avaient eux- mêmes voulu acheter et refu- saient de partir. Comment a-t-il pu faire cela ? Parce que l'ar- ticle 19 de la loi de 1948 autorise n'importe qui à acheter un ap- partement occupé sans prévenir l'occupant. Après un délai de quatre ans obligatoire, procès en expulsion qui, pour moi, dura deux ans et se termina par un jugement en faveur du proprié- taire. (...)

NOUS DEVONS TOUS LUTTER CONTRE L'ART. 19 DE CETTE LOI de 1948 qui permet à n'im- porte qui d'acheter l'appartement d'une vieille personne sans le lui dire et de l'en expulser ensuite pour prendre sa place. »

Notre correspondante fait par ailleurs état de la lutte qu'elle avait entreprise contre son expulsion, allant de la grève de la faim à la constitution d'un comité. Et si même la grande presse a parié de son cas, c'est parce qu'elle a agi. Il y a des centaines de cas comme celui d'Hélène Vernet qui passent inaperçus et qui aboutis- sent à des drames.

La loi de 1948 est sans doute injuste. Mais, au-delà, l'injustice profonde, c'est celle d'une société incapable d'assurer à ses vieux une vie digne.

Lutte de Classe

Au sommaire du numéro 43 :

- Espagne : le Parti Com- muniste à la remorque de Juan Carlos.
- Chirac en campagne : de l'Hôtel de Ville à l'Élysée !
- La réapparition du Parti Communiste Américain.
- L'International Communist League et les problèmes de l'unité du mouvement trotskyste.

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1)

CI-joint la somme totale de : francs

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : prix 90 F
pour une période de six mois : prix 50 F

NOM :

PRENOM :

LUTTE DE CLASSE

pour une période de un an : prix 50 F
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

ADRESSE :

CODE POSTAL :

CEUX DU TECHNIQUE

pour une période de un an : prix 10 F
(mensuel destiné aux élèves du Technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Joindre par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à LUTTE OUVRIERE, BP 233 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

des, il faut appeler les choses par leur nom. Lutte Ouvrière suit le chemin de la LCR quand elle évolue vers les tendances lam- bertistes de l'OCL.

Dans votre revue Lutte de Classe n° 2, nous lisons : « Les révolutionnaires ont trois raisons fondamentales pour participer à des élections. (...) D'abord pour développer une large propagan- de en faveur du programme des révolutionnaires ». Vous considé- rez réellement l'OCT comme ayant comme livre de chevet le Programme de transition ? Vous les considérez comme pouvant défendre les mêmes mots d'or- dre face à la crise ?

Poursuivons notre lecture : « Ensuite compter leurs parti- sans » (!!!). Les masques sont je- tés. LO se dissout dans un « front anti-Barre » avec les or- ganisations petites-bourgeoises, opportunistes et réformistes que sont l'OCT et la LCR !

Comme vous le disiez si bien, camarades, l'unité doit être po- litique, non pas électoraliste, comme est la vôtre.

Salutations communistes.

J.P.V.

Passons sur le ton agressif de notre lecteur et sur certaines comparaisons où, s'il n'est pas franchement de mauvaise foi, sa plume a manifestement dépassé sa pensée. Restons-en sur le fond politique.

Rassure-toi, Lutte Ouvrière ne se dissout certes pas en étant partie prenante dans un accord circonstancié destiné à permet- tre l'apparition du courant révo- lutionnaire à ces élections muni- cipales. La loi électorale concer- nant les listes étant ce qu'elle est, aucune des organisations si- gnataires n'aurait pu être présen- te à ces élections avec ses seu- les forces, quelques rares com- munes mises à part.

De tels accords sont non seulement parfaitement légi- times, même entre organisa- tions révolutionnaires que de grandes divergences séparent, mais il est bien d'autres domai- nes où, à notre avis, les organi- sations révolutionnaires pour- raient avoir une apparition uni- taire.

Alors, la seule question est de savoir si la base politique sur la- quelle cet accord s'est fait est juste ou pas. C'est-à-dire si, mal- gré les concessions de formula- tions faites de part et d'autre, le texte de l'accord prend une po- sition sans ambiguïté ; notamment si le vote pour les listes se ré- clamant de cet accord permet de prendre position non seule- ment par rapport à la droite, mais aussi par rapport à l'Union de la gauche réformatrice. C'est notre conviction. Par contre, ta lettre est muette sur cette question précisément.

Alors si, sur la base de cet accord, sans concession aux mi- cro-nationalismes, à l'écologis- me, etc., des écologistes ou des Occitans nous rejoignent, eh bien, nous nous en réjouissons.

au plan d'austérité Barre ajoute l'injure et l'insolence

Qui ne se souvient des doucereux discours de Giscard, président fraîchement élu, sur le libéralisme avancé ? Qui ne se souvient de la démagogie du pullover au col roulé, du petit déjeuner avec les éboueurs, des phrases sur les réformes, sur l'amélioration de la vie des petites gens ?

Eh bien, la comédie est finie. La droite au pouvoir apparaît, telle qu'elle est, arrogante, autoritaire, avec toute sa hargne profonde, sociale, envers la classe ouvrière. Giscard s'est contenté de donner le ton à Ploërmel. Barre vient de prendre le relais et de se placer en première ligne.

Il a suffi que l'électorat de droite, borné, stupide, réactionnaire regimbe. Oh, devant pas grand-chose ! Devant quelques phrases démagogiques, devant quelques réformettes. Mais même cela, c'était de trop. Et de peur qu'un Chirac ne capitalise à son compte la haine de cette droite pour tout changement, fût-ce en paroles, Barre laisse tomber les fioritures et la poudre aux yeux.

Et d'annoncer fièrement que le blocage des salaires, c'est lui. Que les licenciements, il est pour. Qu'il ne se laissera pas impressionner par les manifestations des victimes de sa politique. Que le chômage, c'est la faute des chômeurs. Que l'argent de l'Etat, c'est pour aider les entreprises capitalistes et pas pour la population.

Les faits dont Barre parle ne sont pas nouveaux. Mais il s'en glorifie sans fard. Chacune de ses phrases est une provocation contre la classe ouvrière, contre le monde du travail.

En rajouter tant n'est pas habile, ne lui sert même pas pour la réussite de son plan d'austérité anti-ouvrière.

Mais pour une fois, il est sincère. Ce n'est pas aux travailleurs qu'il s'adresse, mais aux siens. A tous ces patrons, à tous ces bourgeois, à tous ces parasites petits et grands qui haïssent d'autant plus les travailleurs qu'ils en vivent et qui préfèrent que le monde s'écroule plutôt qu'on fasse seulement mine d'effleurer le moindre de leurs privilèges. A ceux-là, il n'y a qu'un seul moyen de plaire : taper sur la classe ouvrière.

Chirac et Giscard-Barre tiennent le même langage. Car même si les rivalités entre eux sont réelles

— leurs sinécures, leurs postes, leurs fromages sont en cause — ils s'adressent aux mêmes privilégiés et ils leur proposent la même politique.

Mais s'ils peuvent se livrer à cette insolente surenchère anti-ouvrière, c'est parce que nous, les travailleurs, nous les laissons faire. Il ne s'agit pas seulement des mots, mais des faits, réels, qu'ils recouvrent. Et ces faits, c'est le chômage, les licenciements, les blocages de salaires, le plan d'austérité.

Les partis, les organisations syndicales qui prétendent parler en notre nom, au nom de la classe ouvrière, ne font rien. Ils sont trop occupés à rassurer les bourgeois. Face au plan d'austérité de la droite, ils font miroiter des changements électoraux, ou en 1978, ou en 1981 — ou à la Saint-Glinglin. Face à l'offensive patronale, ils divisent, morcellent, dispersent les luttes ouvrières.

Ce n'est pas parce qu'ils sont couards. Mais parce que, pour arriver au pouvoir, ils tiennent à passer pour des organisations responsables devant cette même bourgeoisie, devant laquelle paraded Giscard, Barre et Chirac. Car c'est en son nom et dans son intérêt qu'ils comptent gouverner.

Travailleurs, nous ne devons pas attendre que les partis de gauche et les directions syndicales veuillent bien faire autre chose que se payer de mots, car alors, nous pouvons attendre jusqu'à la fin des temps. S'ils ne veulent pas réagir, nous devons nous passer d'eux.

C'est nous qui faisons marcher et vivre ce pays. Nous sommes une force. Nous avons la puissance de faire reculer le patronat, de lui imposer la sauvegarde de nos conditions d'existence et en prime, de faire rentrer dans la gorge de tous les Barre et de tous les Chirac leur insolence. Nous avons même la force de faire bien plus que cela, de mettre fin à ce monde d'exploitation et d'injustice, où les parasites sont fiers de l'être et où ils détiennent tous les pouvoirs. Nous avons la force de transformer la société pour la rendre vivable et humaine pour tous.

Seulement, il faut que nous ayons conscience de notre force. Que nous ayons conscience de la nécessité de nous organiser pour nous en servir. Que nous sachions que les possédants ne donnent rien sans rien et que nous soyons aussi déterminés pour les combattre qu'eux sont impitoyables pour nous imposer leur loi.

Arlette LAGUILLER

Il y a de la friture dans la majorité

De suppression en suppression, les écoutes téléphoniques prospèrent et se multiplient. Pourtant, à en croire Chirac et Ponia, c'est à n'y rien comprendre. Foi de Chirac ! Parole de Ponia ! Comment est-ce possible, puisque ni l'un ni l'autre n'a jamais fait installer d'écoutes ? Puisque Poniowski prétend en avoir fait supprimer 247 dès son arrivée au ministère de l'Intérieur ; et que Chirac est témoin, puisque c'est même en sa compagnie qu'il a donné les ordres en ce sens ; et puisque Chirac, qui pré-

cédait Poniowski place Beauvau, les avait déjà toutes fait supprimer en 1974 ! Alors ? D'où viennent donc ces fameuses « bretelles » (elles seraient 250) qui permettent l'écoute d'hommes politiques ?

Quant aux pressions inadmissibles sur les journalistes et aux manipulations de l'information, on va enfin tout savoir : une commission parlementaire d'enquête est mise sur pied, grâce aux parlementaires du RPR. Les journalistes de la radio-télévision se-

raient-ils donc trop favorables à Giscard ? Ne font-ils pas la part assez belle dans leurs commentaires à Chirac et à son RPR ? Ou bien est-ce l'inverse ?

Malgré tout ce remue-ménage et ce déballage électoral de linge sale entre les différents partis de la majorité, il est certain qu'au bout du compte on n'en saura guère plus sur ce qui se trame au ministère de l'Intérieur et que le temps d'antenne restera réservé dans sa plus grande part aux hommes politiques de la droite.

Car Chirac ne reproche pas à Poniowski de faire ce qu'il faisait quand il était lui-même ministre de l'Intérieur de Pompidou, juste avant l'élection de Giscard. Et il n'est pas pris tout à coup de frénésie pour la démocratie et le respect des droits des autres groupes politiques. Ponia comme Chirac sont bien d'accord pour s'arroger le droit d'espionner les hommes politiques de gauche, les militants syndicalistes ou encore les organisations révolutionnaires. Mais là n'est pas le problème. Ce qui

chiffonne tant Chirac, ce n'est pas tant que son successeur Poniowski utilise le réseau d'écoutes téléphoniques qu'il avait lui-même contribué à mettre en place, ou qu'il monopolise l'information. Ce qu'il lui reproche, c'est de s'en servir contre lui. Pour Chirac comme pour Ponia, les écoutes téléphoniques ça a du bon, à condition d'être du bon côté du fil.

Cécile BERNIER

LA DROGUE DANS LES LYCÉES

LES LAMENTATIONS HYPOCRITES DES BOURGEOIS

Parce que plusieurs affaires de drogue ont éclaté dans les lycées, les journaux se sont remplis d'articles où l'on se lamentait sur le sort de l'enseignement public. Les enseignants seraient irresponsables, incompetents. Ils endoctrineraient les élèves, leur laisseraient tout faire. Bref, si des lycéens se droguent, ce serait de leur faute : c'est parce que l'enseignement public est pourri.

Qu'il y ait un problème dans l'enseignement, ce n'est pas nous qui le constaterons. Les enseignants sont mal formés dans de mauvaises universités. Ils sont mal répartis dans des écoles sous-équipées, avec des classes surchargées, contraints de dispenser un enseignement mal adapté. Et cela est vrai dans l'enseignement privé comme dans l'enseignement public. Cette société a l'enseignement qu'elle mérite et on ne voit pas par quel miracle ce secteur essentiel de la vie publique échapperait à ses tares.

Les milieux bourgeois et leur presse qui aujourd'hui crient haro sur les enseignants le font parce que les affaires de drogue dans les lycées touchent aussi leurs enfants. Et pour eux, ça ne peut être que de la faute des enseignants. Car les parents, eux, n'y sont pour rien : ils leur ont donné, n'est-ce pas, une bonne éducation ; ils leur ont appris les bonnes manières et inculqué une haute moralité.

S'il s'était agi d'alcoolisme parmi les jeunes des quartiers ouvriers, là on aurait fustigé les parents irresponsables, les pères dépravés, les mères de famille qui laissent traîner leurs enfants parce qu'elles vont travailler...

Pour nous, il ne s'agit pas de défendre ou même de minimiser en quoi que ce soit le problème de la drogue. Les révolutionnaires, qui militent pour une humanité consciente et maitresse d'elle-même, ne peuvent qu'être contre la drogue. Les jeunes qui se droguent le font avant tout parce que rien dans cette société ne les attire, parce qu'ils sont écoeurés, sans but, sans espoir. En se droguant ils s'enfoncent encore plus dans l'écoeurement et le désespoir, ils se lient encore plus à cette société qu'ils croient rejeter.

Les bourgeois, à travers leur presse, s'arrachent les cheveux parce que même leurs fils les fuient en se droguant. Ils accusent tout le monde sauf eux d'en être responsable. Leurs larmes de crocodile ne peuvent pas nous toucher.

Après tout, s'ils pensent que l'enseignement public pourrait leurs fils, qu'ils les envoient donc chez les jésuites, si le conformisme réactionnaire et les bonnes manières assez particulières leur conviennent.

Jacques LENOIR.

Les maîtres des Forges sont bien servis

MERCI POUR EUX !

Les projets d'aide du gouvernement aux patrons de la sidérurgie lorraine se précisent : les 3 milliards de francs (nouveaux) dont on parlait en décembre sont devenus 4,5 milliards. Un milliard de francs servira aux caisses de chômage, pour indemniser les milliers de licenciés (on parle de plus de 20.000 d'ici 1980) qui feront les frais de l'opération... Ce sera autant de moins que les patrons auront à verser. Le reste ira dans la poche des grosses sociétés sidérurgiques. Il n'y aura

pas que les licenciés de la sidérurgie pour faire les frais de l'opération. Tous les contribuables seront les dindons de la farce.

Pendant que le gouvernement donne ainsi « de l'air aux entreprises », comme dit M. Barre, il parle d'austérité dans les services publics, d'assainissement de la Sécurité sociale, de réduction des remboursements, etc.

Si le gouvernement avait vraiment le souci de lutter contre le chômage, il pourrait dépenser cet

argent dans les écoles, dans les PTT, dans les hôpitaux, dans les transports en commun... Partout cela permettrait d'améliorer les services publics pour le bien de tous, tout en créant des emplois. Mais là n'est évidemment pas sa préoccupation : sans fard, il dépense des milliards de nos impôts pour aider quelques trusts de la sidérurgie, sans même se donner la peine de leur demander quelque chose en échange.

Claude CHARVET.

Le Salon du Jouet : UNE BONNE AFFAIRE

Le 16^e Salon international du Jouet, à la porte de Versailles à Paris, est un salon réservé aux professionnels et... rigoureusement interdit aux enfants.

Le marché du jouet n'est pas négligeable, si l'on songe qu'il a représenté, pour 1975, un chiffre d'affaires de près de 1,7 milliard de nouveaux francs. Et, en parcourant les allées qui regroupaient plus de cinq cents exposants, on ne peut qu'être effaré par le nombre de poupées, de dinettes, de voitures, de patins à roulettes ou de déguisements divers que les fabricants vont offrir à la convoitise des enfants.

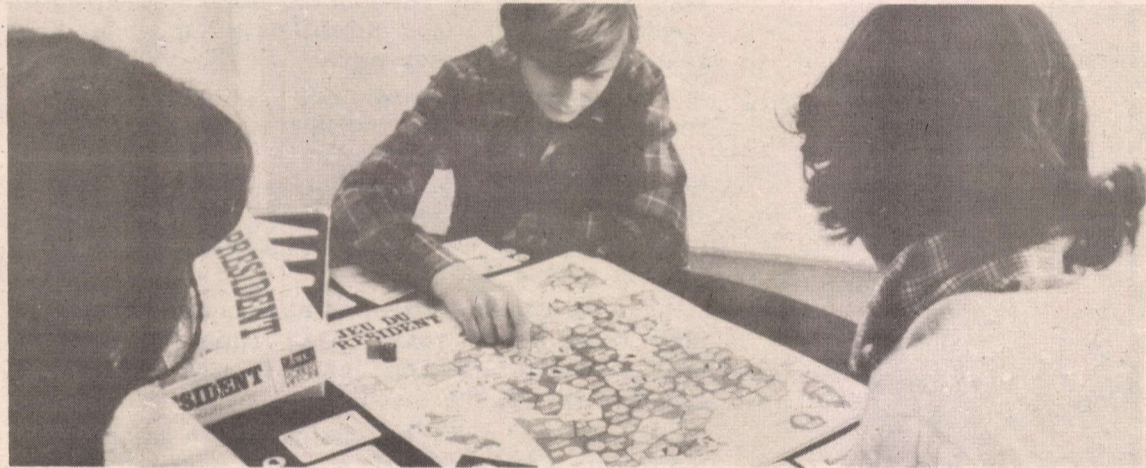
Il est à noter que les stands de jeux de société et de jeux éducatifs sont en plus grand nombre que les fabricants d'armes (il y en a quand même une bonne vingtaine sans compter un nombre équivalent de fabricants de chars ou d'avions électriques ou télécommandés).

On peut faire une mention spéciale pour le « jeu du président », dont la télé et la radio ont déjà beaucoup parlé et qui reproduit le jeu auquel se livrent (démagogie comprise) les politiciens professionnels. Au stand du créateur du jeu, on avoue que celui-ci marche très fort, grâce aux re-

portages de la télé en particulier. Le même fabricant avoue d'ailleurs que les protestations d'Anne Gaillard, à la télé aussi, ont fait tomber à zéro son jeu du petit chimiste. A cause de cette campagne, d'ailleurs, nombre d'exposants insistent sur l'innocuité de leurs fabrications (inflammables en particulier).

Mais ce qui domine tout le salon, c'est qu'on ne peut pas s'empêcher de penser aux sommes folles qui seront dépensées pour des jeux qui, en grande majorité, ne serviront qu'à encombrer les placards après avoir vidé les porte-monnaies.

Thérèse LEMARCHANT.



Au Salon du jouet : le jeu du président, ou comment élire un président de la République. Le cirque électoral transformé en jeu pour enfants. Eux, ils s'en amusent peut-être...

Les Six heures avec Ceux du Technique, l'organisation révolutionnaire des collégiens, samedi 12 février, salle Lancry, furent animées par des discussions, un meeting et la projection du film Dupont Lajoie d'Yves Boisset.

Attestant que les idées révolutionnaires dans les CET sont bien vivantes, près de 200 collégiens et jeunes travailleurs venus d'une cinquantaine de CET de la région parisienne étaient rassemblés dans une salle décorée par de nombreux panneaux, drapeaux rouges et banderoles. Bien qu'il n'y ait pas eu depuis la rentrée de mobilisation dans la jeunesse, Ceux du Technique est toujours présent dans les collèges.

La réunion a débuté par de nombreux forums animés par des collégiens qui y défendaient avec conviction les idées révolutionnaires, aussi bien sur l'armée que sur la délinquance, la drogue ou le racisme. Tous ces sujets ont provoqué des discussions animées qui malheureusement n'ont pas duré autant que tous le souhaitent. Après ces

Succès des Six heures de " CEUX DU TECHNIQUE "



forums, il y eut un meeting où plusieurs membres de la direction de Ceux du Technique sont intervenus. Il fut question notamment du racisme anti-jeune, du rôle de Ceux du Technique, de l'intervention de CDT dans les collèges et de la nécessité pour tous les jeunes de s'organiser en comités.

Les Six heures se terminèrent par la projection du film Dupont Lajoie dont le sujet est la dénonciation du racisme. Il souleva de nombreuses réactions, les racistes du film se faisant souvent huer.

On se sépara avec la ferme intention de participer aux prochaines activités de Ceux du Technique, à savoir :

— Les vacances de février.

— La conférence nationale et la fête annuelle, les samedi 23 et dimanche 24 avril 1977.

Dès à présent CDT continue sa campagne d'adhésions et de discussion, et l'estafette qui a déjà rendu visite à de nombreux CET est repartie en campagne. Dans le cadre de cette campagne, les Six heures avec CDT ont été une réussite.

Le PC, le PS, et les nationalisations : faux débat autour d'un faux problème

Lors du colloque « sur l'avenir de l'industrie française » organisé par le Parti Socialiste, Mitterrand a eu une nouvelle occasion de rassurer le patronat sur les intentions de la gauche si elle venait demain au pouvoir. Ce fut l'occasion de préciser ce qu'il entendait par nationalisation.

« Les nationalisations sont nécessaires pour réussir la restructuration de l'industrie. (...) C'est la société libérale qui a étatisé les sociétés nationales, façon comme une autre de récupérer un bien perdu. (...) Nous n'avons pas l'intention de collectiviser l'économie française, mais de créer un pôle dominant assez puissant pour exercer un pôle d'entraînement.

Les signataires du Programme commun se sont refusés consciemment à confisquer les entreprises. Nous ne voulons pas spolier. La classe ouvrière ne va pas devenir propriétaire des entreprises. On ne bougera pas là-des-

sus. La seule question est de savoir comment on indemniserait et qui on indemniserait. »

Quant au PCF, c'est de la seule question « Comment on indemniserait ? » qu'il se met à discuter, à quelques semaines des municipales. Faisant assaut de radicalisme, il déclare se refuser à l'indemnisation des gros actionnaires.

Peut-être cela suscitera-t-il un regain d'enthousiasme chez certains de ses militants ou de ses sympathisants, qui voudront bien voir là le gauchissement de leur parti qu'ils ne cessent d'espérer.

Mais, hélas pour eux, on peut prédire à bon compte que de toute façon le PCF fera comme il a toujours fait. Il pliera, comme d'habitude, devant les exigences du Parti Socialiste. D'ailleurs, ce que ce dernier propose n'est guère différent de ce qui a été réalisé après la « Libération »... quand le PCF était au gouvernement.

Mais la question n'est pas de savoir si les actionnaires sont remboursés et à combien, mais au profit de quel Etat se fait cette nationalisation. Tant que c'est l'Etat capitaliste, l'Etat au service des patrons, les nationalisations ne sont que des moyens supplémentaires qu'il se donne pour maintenir leurs profits et leur domination. Il suffit de voir l'EDF, la SNCF, les PTT, les Charbonnages ou Renault, pour comprendre que c'est au profit des capitalistes privés que ces sociétés fonctionnent. C'est eux qui bénéficient des tarifs préférentiels ou des études ou fabrications non rentables qu'effectuent les entreprises nationalisées.

Cela, le PCF se garde bien de le dire à ses militants et à ses électeurs. Son radicalisme de façade, dans le cadre de sa rivalité avec le PS au sein de l'Union de la gauche, ne va pas jusque-là.

René BLIARD

Ça grouille dans le SAC

LE BOURREAU DE BETHUNE



Ratiboisé (ou presque)
Pour la
République.

Règlement de comptes parmi les gros bras du RPR à Lille : deux blessés par balles, dont un grièvement. Le « Bourreau de Béthune » descendu à la carabine par un jaloux.

La belle pour les doux yeux de laquelle anciens catcheurs et demi-truands se massacrent allègrement n'est autre que M. Norbert Segard, ministre des PTT, candidat à la mairie de Lille. Ou plutôt, ce que convoitent ces galants aux charmes frappeurs, c'est le fromage que constitue la direction des équipes de colleurs d'affiches du candidat RPR.

Car l'enjeu du massacre est ce poste hautement idéologique très saisonnier certes,

mais généralement très rémunérateur. La victime n'avait eu d'autre tort que d'évincer le flingueur, jugé un peu trop violent par son patron lors des campagnes électorales précédentes. Aussi, le demi-truand a été remplacé par le catcheur en retraite.

Vu le pedigree des responsables de ce que Segard appelle ses équipes de militants, on imagine sans mal ce que peuvent être les militants eux-mêmes. Et comme il n'y a aucune raison pour que Lille soit un cas particulier, on voit quel type de vocations militantes peuvent susciter les campagnes électorales du RPR.

A.R.

en bref... en bref... en bref...

● Les petits rats, la ville et les champs...

Il était une fois un comte d'Ornano partant à la grand-ville à la conquête du bon fromage municipal de l'Isle de France.

Ayant à son logis déjà petit dépôt d'un délicieux fromage normand, son épouse gentille s'offrit à conserver, en digne marquise

des Contades, les chères provisions.

Las, quand on court au fromage, même en croisade bénie des puissants, il n'est nulle confrérie de rats de ville et de rats des champs qui ne vous garde d'être, à la fin, gros-Jean comme devant.

● Un génie nous est né !

On nous avait présenté Barre comme un véritable génie en matière économique, que le monde entier nous enviait. On ne s'en était pas aperçu auparavant : c'est qu'il était un homme modeste. On nous a prévenus que c'était un penseur hors-pair, qui n'avait pas fini de nous étonner.

Ça, c'est bien vrai : les déclarations de M. Barre nous étonnent toujours et nous étonneront sans doute encore. La preuve : les déclarations qu'il a faites à Tarbes, lors de son voyage dans le Sud-Ouest. « C'est la mobilité de l'emploi qui crée l'emploi », a-t-il dit. En d'autres termes : faites

de la place pour les chômeurs. Et c'est bien vrai : si on mettait au chômage tous ceux qui travaillent, on créerait des emplois pour ceux qui ne travaillent pas. Il suffisait d'y penser. Heureusement que nous avons M. Barre, c'est un homme qui a des idées.

Poursuivant son avance théorique, il a ajouté : « Il ne faut jamais dire qu'il y a un problème d'emploi, car, à le dire, on crée le problème ». Ben voyons ! c'est sûrement le professeur Barre qui a appris aux autruches qu'il n'y a que la tête dans le sable qu'on peut résoudre le problème de la chasse et des chasseurs.

● En battant la campagne...

A l'heure où tout le monde fait ses courses en rentrant du travail dans la rue du Faubourg-du-Temple (Paris 10^e), il y a une animation inhabituelle le vendredi 11.

Un attroupement bloque la rue au niveau du métro Goncourt. Certains se massent derrière les vendeurs de l'Huma Dimanche, pour crier « Unité - Action - Programme Commun ». Tout le monde crie et rigole à la fois. « Mais qu'est-ce qu'il vient faire ici, dit indignée, une femme, dans ce quartier ? Il faut avoir du culot. Il n'a qu'à aller dans le 16^e ». Les insultes les plus colorées fusent.

C'est Chirac qui vient prendre son « bain de foule ». Mais ce coup-ci, évidemment, la télévision ou la radio n'étaient pas présentes.

● Quand Mitterrand commente son programme, c'est clair

« Le licenciement, quand il se révélera nécessaire, sera considéré comme la dernière et non plus comme la première conséquence d'une entreprise en difficulté. »

Non, ce ne sont pas les patrons de la sidérurgie lorraine qui parlent ainsi. C'est Mitterrand dans une interview donnée au *Nouvel Economiste* du 14 février. Et cela a le mérite d'être clair. Les travailleurs qui auraient des illusions sont fixés.

Mitterrand s'engage tout juste à baptiser les licenciements : « dernière extrémité ». Les patrons, pas plus bêtes que d'autres, le font déjà.

Qu'est-ce qui fait courir Chirac... à Saint-Nazaire ?

Après Ploërmel, Saint-Nazaire. Mais qu'est-ce que les Bretons ont bien pu faire au bon dieu pour que ce soit eux qu'on choisit à chaque fois qu'un des leaders de la droite veut se montrer ?

Après Giscard à Ploërmel, Chirac à Saint-Nazaire.

Comme Chirac n'a pas de handicap — il ne traîne pas le char de l'Etat, lui — il n'a pas eu de mal à prendre une longueur d'avance sur Giscard dans la démagogie en appuyant sur « l'abdication de l'Etat devant la montée de la délinquance, le laissez-

aller dans les services publics, la mansuétude de la justice à l'égard du banditisme et du terrorisme » ou encore le « laissez-aller dans l'école et l'université » pour aboutir au rétablissement nécessaire de « l'autorité ».

Giscard avait essayé de doubler Chirac à droite. Cette fois-ci, c'est Chirac qui redouble Giscard.

Mais dans ce concours, la curie d'opposition de Chirac a contribué irrémédiablement à lui attribuer la meilleure chance de réussite.

L.G.

CHIRAC DANS LA « SOUCOUBE », LES INVITES SUR UN PLATEAU

Chirac est donc venu tenir son meeting dans un fief ouvrier, Saint-Nazaire, et sans que cela se passe trop mal pour lui. Il faut dire qu'il avait pris ses précautions. Pour entrer dans la « soucoupe », la salle des sports de Saint-Nazaire, il fallait montrer patte blanche. Seuls entraient ceux qui avaient une invitation et, comme à Saint-Nazaire même peu de gens avaient été invités, c'est de toute la Bretagne que, par dizaines, il avait fait rappliquer des cars. Quelques-uns, venus de La Baule, ne sont pas venus en car mais en voiture avec chauffeur. Le chauffeur est resté à la porte : il n'avait pas été invité. Aucune organisation politique

ou syndicale n'avait appelé à se rassembler devant la « soucoupe » pour protester contre la venue de Chirac. Pourtant, quelques dizaines de travailleurs étaient venus pour assister au cinéma. L'un d'entre eux, à qui un membre du service d'ordre demandait s'il avait une carte d'invitation, répondit « oui » en montrant sa carte de chômeur.

Eh bien, malgré les cartes, le service d'ordre et les gros bras, il s'est quand même trouvés quelques invités pour siffler à l'intérieur de la soucoupe.

Correspondant L.O.



"FRANCE-NOUVELLE" ET LYSSSENKO

Ces derniers temps, le Parti Communiste Français se livre à de fréquentes auto-critiques sur sa politique passée. Il y a quelques semaines, l'Humanité reconnaissait qu'il avait mis beaucoup de temps pour admettre la vérité du rapport Krouchtchev. Cette semaine France Nouvelle, l'hebdomadaire du PCF, admet que les théories de Lyssenko — si ardemment défendues par le Parti Communiste pendant plusieurs années — étaient fausses.

Lyssenko fut un charlatan. Au nom d'une « théorie » fumeuse sur l'hérédité assaisonnée de quelques phrases qui lui tenaient

lieu de marxisme, il condamnait comme science bourgeoise la théorie scientifique moderne de l'hérédité, la génétique.

Les dires de ce pseudo-savant étaient dénués de toute valeur scientifique mais, comme il avait grand soin de faire précéder l'énoncé de ses élucubrations par de grandes déclarations à la gloire de Staline, celui-ci érigea le « lyssenkisme » en science officielle et démit de leur poste, quand il ne les déporta pas, les savants qui continuaient à croire à la génétique. Le « lyssenkisme » fut appliqué à l'agriculture mais cela donna de telles catastro-

Paris vaut bien une messe

phes que certains, comme l'historien contestataire Jaurès Medvedev, affirment que les campagnes soviétiques ne s'en sont pas encore remises.

Pendant des dizaines d'années, le Parti Communiste Français a défendu mordicus le « lyssenkisme », de la même manière qu'il suivait aveuglément la politique stalinienne et ce, quels que soient les tournants brutaux que cela entraînait pour sa politique.

Voilà qu'aujourd'hui il dénonce le « lyssenkisme » qui, il est vrai, n'est même plus défendu par les milieux officiels soviétiques. Et il fait même une autocritique embarrassée.

Par amour de la vérité scientifique ? Que non !

« Trente ans après, quelques réponses sereines peuvent être données pour l'affaire Lyssenko » écrit France Nouvelle. « Les réponses peuvent avoir une grande importance dans la bataille

actuelle. (...) Il semble évident que les scientifiques, par exemple, (...) peuvent être arrêtés dans une démarche politique d'alliance avec le Parti de la classe ouvrière par des réponses jugées insuffisantes ou incorrectes aux questions qui leur tiennent le plus à cœur dans l'exercice de leur métier ».

Qu'en termes élégants ces choses sont dites ! En clair, les raisons pour lesquelles le PCF abandonne le lyssenkisme sont, au fond, les mêmes pour lesquelles il s'en fit naguère le défenseur inconditionnel. Dans l'un des cas il s'aplatissait devant la bureaucratie russe et dans l'autre il espère tirer avantage de sa prise de position sur le plan électoral pour pouvoir s'aplatir devant la bourgeoisie française en la servant un jour au gouvernement.

Joëlle GERARD

UN SACRE CULOT

« L'impôt permet d'améliorer la situation de chacun, grâce à la redistribution qui en est faite.

En participant à la création et au fonctionnement des écoles, des universités et des institutions de recherche, vous faites progresser le savoir dans notre pays. En finançant les routes, les ports, les canaux, le téléphone, des investissements industriels, vous contribuez à la croissance de notre économie. En rendant possible l'équipement de nos forces de défense et de sécurité, vous assurez l'indépendance et la protection des Français. Par l'aide sociale, les hôpitaux, le minimum vieillesse, le logement, vous améliorez le sort des plus défavorisés.

Ainsi votre effort personnel concourt au développement économique et social de notre pays ».

La prose que Michel Durafour, ministre des Finances, nous adresse avec la déclaration de revenu qu'il faut remplir cette année, a inspiré le conte suivant à notre dessinateur.

SUR LES RIVES DU FLEUVE L'IMPOT-POT.
(Compte pour enfants de contribuables.)

D'après P. Kipling



UN JOUR UN PETIT CONTRIBUABLE DÉCIDA D'ALLER SUR LES RIVES DU FLEUVE L'IMPOT-POT POUR ALLER VOIR DE QUOI SE NOURRISSAIT LE CROCODILE DES FINANCES..



IL ARRIVA SUR LES RIVES DU FLEUVE L'IMPOT-POT ET S'ADRESSA EN CES TERMES AU CROCODILE DES FINANCES:



JE VOUDRAIS SAVOIR J'AI PAYE MES IMPOTS MAIS IL N'Y A PAS DE PLACE POUR MON FAMILIAL. LE PAL DE TELEPHONE, LA ROUTE EST MAUVAISE, L'USINE A FERMÉ, IL N'Y A PAS DE CREDITS POUR LES HOPITALS ET MON VIEUX LESSE N'EN PARLONS PAS !



BEUF L'IMPOT DEVRAIT AMELIORER LA SITUATION DE CHACUN GRACE A LA REDISTRIBUTION. POURQUOI PAYER DES IMPOTS



MAIS C'EST POUR ME NOURRIR MOI ET MES SEMBLABLES MON ENFANT.

LUTTE OUVRIERE

INCENDIE D'UN FOYER A MONTPELLIER

A Montpellier, dans la nuit du 9 au 10 février, vers 2 heures du matin, le 2^e étage d'une des ailes du foyer Don Bosco, foyer d'hébergement de travailleurs et d'étudiants étrangers, prenait feu. Les chambres étaient séparées par des cloisons de bois et le feu gagnait tout l'étage. Les autres étages construits en dur n'ont pas, eux, été détruits, par l'incendie. D'autre part, les emplacements des extincteurs n'étaient pas connus des locataires, le feu bloquait les deux escaliers de sortie et les habitants se sont donc retrouvés bloqués dans leur chambre.

Les secours sont arrivés, mais en nombre insuffisant. De plus, la grande échelle ne pouvait pas atteindre certaines fenêtres du 2^e étage, à cause des fils élec-

triques. Et les pompiers n'avaient pas de bâche pour amortir la chute des locataires qui, pour échapper à l'incendie, sautaient par la fenêtre et allaient s'écraser sur le pavé.

Bilan de l'incendie : cinq corps carbonisés, dont deux enfants, un brûlé grave qui mourra à l'hôpital peu après, et, parmi les personnes qui se sont jetées des fenêtres, cinq blessés graves sur un total de vingt-trois locataires de cet étage.

Acte d'un malade mental peut-être, mais l'incendie n'aurait pas causé un si grand désastre si l'étage avait été construit en dur, les extincteurs à portée de main et les secours en nombre suffisant et avec le matériel adéquat.

Correspondant LO

Orléans : LA SOURCE A L'ÉCART

La cité-dortoir de La Source, à 10 kilomètres d'Orléans, est un ensemble d'habitations de 20 000 habitants. Elle n'est pas une municipalité, puisqu'elle est rattachée à Orléans sur le plan administratif. Sur le plan électoral aussi, ce qui permet de diluer la majorité de gauche de La Source dans les voix de droite du centre ville.

Jusqu'ici, La Source a toujours été le parent pauvre de la ville d'Orléans. Des hectares de forêt ont été remis aux promoteurs, qui les ont rasés pour y planter des immeubles le plus vite possible, sans que les équipements sociaux et culturels suivent le rythme. Il a fallu attendre 10 ans pour voir apparaître la salle de cinéma ; mais, gérée par la municipalité, elle ne passe que des « navets », et il faut toujours aller au spectacle dans le centre ville et il n'y a pas de bus de 20 h 30 à minuit entre Orléans

et La Source ! La Maison des Jeunes a mis des années pour passer du préfabriqué à sa construction définitive.

Sur le plan des crèches, c'est le désert : 80 places (plus une crèche à l'hôpital réservée au personnel). Pour les mères de famille qui travaillent (c'est le cas de la majorité à La Source), c'est toujours la débrouille individuelle pour faire garder les enfants.

Pour ceux d'âge scolaire, hormis un centre aéré aux Chèques Postaux, il n'y a que des garderies dans les écoles pendant les vacances et le mercredi, c'est-à-dire la même cour toute l'année.

Avec tout cela, bien des Sourciers se sentent isolés et sont mécontents d'une situation qui n'a jamais effacé le caractère de cité-dortoir de la ville.

Correspondant LO



DU RACKET !

Dix-neuf parcomètres d'un type nouveau, comportant une double tarification, sont mis en place à Paris, Avenue de Versailles, mesure qui doit s'étendre progressivement à toute la capitale.

Il y aura donc deux sortes de

tickets : l'un pour les usagers occasionnels qui paieront 1,50 F pour une heure de stationnement, l'autre pour les résidents de l'avenue de Versailles qui bénéficieront d'un tarif spécial : 6 F pour 24 heures de stationnement

à condition de faire les démarches nécessaires à la préfecture de Paris.

Quelle faveur ! 180 F mensuels pour avoir le droit de laisser sa voiture dehors ! A ce tarif-là, les

garages et autres sociétés louant des boxes vont pouvoir augmenter leurs prix, ils seront pris d'assaut.

C'est du racket pur et simple !

DES DÉMOCRATIES POPULAIRES A L'URSS :

LA CONTESTATION !

Il n'y a désormais plus guère de pays de l'Est qui n'ait pas été touché par la contestation. A des degrés divers, une opposition se fait entendre aussi bien en URSS que dans toutes les démocraties populaires, à l'exception pour l'instant de la seule Bulgarie.

Partout, les contestataires revendiquent plus de liberté et le respect des droits de l'homme. En général, ils se réclament de la légalité de leurs pays respectifs. Ils appartiennent le plus souvent à la petite-bourgeoisie intellectuelle. Ils s'influencent et s'encouragent mutuellement. Cette convergence est un fait politique important, même si elle est amplifiée par l'écho donné par la presse occidentale, ainsi que par les milieux politiques américains dirigeants.

Mais derrière cette convergence, il y a des contestations de profondeur, de signification et de portée différentes d'un pays à l'autre.

En URSS, le noyau contestataire semble être resté le même depuis des années. Les dissidents — anciens membres de l'Union des écrivains, savants, professeurs d'université, artistes — appartiennent ou avaient appartenu aux couches privilégiées du régime.

C'est cette position au sein de la société qui leur permet, malgré la répression périodique, de tisser des liens avec la presse occidentale et de se faire entendre à l'extérieur des frontières de l'URSS.

Leurs revendications de libéralisation du régime reflètent sans doute les aspirations des milieux dont ils sont issus, et sans doute les aspirations de toute une partie de la bureaucratie qui subit elle-même la dictature

des sommets de l'appareil. Mais, conséquence de la répression ou conséquence de la conviction de la majorité de la bureaucratie elle-même qu'une libéralisation du régime, même limitée, serait dangereuse, l'opposition en URSS semble rester pour l'instant limitée. Quant aux autres classes sociales, la classe ouvrière en particulier, rien ne permet de dire si elle suit avec sympathie le courant contestataire, ni même si elle en a seulement connaissance.

Les voix qui s'élèvent en Tchécoslovaquie semblent partir de milieux analogues à ceux de l'URSS. Mais elles trouvent manifestement un écho plus large. Elles n'expriment pas seulement une aspiration à une plus grande libéralisation du régime, mais aussi une hostilité à l'égard de la domination soviétique sur l'Etat national.

La contestation qui se développe sur cette base touche non

seulement les milieux intellectuels mais également les tenants de l'appareil d'Etat écartés après 1968. Elle exprime, à sa façon, cette tendance profonde, sociale, de tous les Etats des Démocraties Populaires à desserrer la mainmise de la bureaucratie russe.

En Pologne, il ne s'agit pas seulement de contestation — mais bel et bien de lutte de classes. C'est la classe ouvrière elle-même qui s'est mise en mouvement et qui a montré l'année passée sa combativité par des grèves et des manifestations pour la défense de ses conditions de vie. Les intellectuels contestataires soutiennent, et souvent avec courage, la lutte des travailleurs, mais ils cherchent en même temps à capitaliser la mobilisation ouvrière pour leurs fins propres qui sont fondamentalement les mêmes que celles des contestataires tchèques.

Si l'affaire Bierman — ce chanteur est-allemand expulsé par le régime — a révélé l'existence d'un milieu contestataire en RDA, en Hongrie et en Roumanie, ce sont des intellectuels contestataires de longue date qui ont saisi l'occasion donnée par la contestation en Tchécoslovaquie pour se manifester, sans que l'on puisse pour autant parler d'un mouvement de contestation.

POUR LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES POUR LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

L'Union Soviétique et les Démocraties Populaires sont des dictatures féroces. Toute contestation, quel qu'en soit le contenu politique, quelle que soit la classe sociale dont elle reflète les intérêts et les aspirations, passe nécessairement par la revendication de libertés démocratiques.

Les révolutionnaires prolétaires sont totalement d'accord avec la revendication de libertés démocratiques tant en URSS que dans les Démocraties Populaires. C'est un des principaux points de leur programme dans tous les pays de l'Est. Ces libertés démocratiques sont fondamentales pour le prolétariat ; se battre pour les obtenir c'est une des formes concrètes de la lutte pour le renversement des régimes d'oppression de ces pays.

Les révolutionnaires sont solidaires avec tous ceux qui, concrètement, luttent pour ces libertés démocratiques.

Mais il faut qu'ils soient clairement conscients que l'opposition telle qu'elle apparaît aujourd'hui dans les pays de l'Est ne représente pas les perspectives de la révolution prolétarienne.

Et ceci n'est pas seulement vrai pour un Sakharov qui vient de déclarer à une chaîne de TV américaine que c'est en les Etats-Unis qu'il voit le principal garant des libertés. C'est vrai pour tous ceux qui, en URSS même, veulent simplement libéraliser le régime de la bureaucratie — ou l'approcher de l'Occident. C'est vrai pour tous ceux dont le principal souci dans les pays de l'Est est seulement d'assurer l'indépendance nationale

des appareils d'Etat bourgeois nationaux par rapport à la bureaucratie soviétique.

En URSS même, le programme de la révolution prolétarienne n'est pas un assouplissement du système bureaucratique, mais le renversement révolutionnaire de la bureaucratie. Il n'est pas l'évolution vers un parlementarisme à l'occidentale, mais le retour à la démocratie prolétarienne que la bureaucratie avait étouffée. Il est pour que l'Union Soviétique, débarrassée de la domination d'une caste parasitaire, renoue avec le communisme de Lénine et de Trotsky et avec l'internationalisme prolétarien.

Dans les Démocraties Populaires, le programme des révolutionnaires n'est pas l'indépendance des Etats nationaux par rapport à Moscou, mais la destruction des Etats bourgeois nationaux et leur remplacement par le pouvoir des travailleurs, et cela en combattant à la fois la domination de la bureaucratie soviétique, principale force contre-révolutionnaire dans cette région, et les privilégiés nationaux.

Le combat pour ce programme nécessite l'existence de partis prolétaires dans ces pays, l'existence d'une internationale révolutionnaire.

Alors, si les révolutionnaires sont solidaires de ceux qui se battent dans les pays de l'Est, cette solidarité ne remplace pas ce qui est la tâche fondamentale des trotskystes : œuvrer pour la construction de partis révolutionnaires en URSS comme dans les Démocraties Populaires.

Georges KALDY

L'OPPOSITION EN URSS

L'actuel mouvement d'opposition est apparu en 1956 et après, dans les universités et parmi les intellectuels. Il a profité du très relatif et limité dégel dans le domaine littéraire. Quelques jeunes intellectuels publient de-ci, de-là des bulletins ronéotés qui, sans oser critiquer directement le régime, réclament plus de libertés pour la création littéraire.

Mais dès l'année 1957, la bureaucratie réagit par une violente campagne contre les intellectuels. C'est pendant cette période que des hommes comme Galanskov, Boukovski (alors âgé de 19 ans), Guinzbourg et bien d'autres ont leurs premiers ennuis avec le KGB (la police politique). Certains sont arrêtés et condamnés à la déportation ; d'autres exclus de l'université, et beaucoup rentrent dans le rang.

Mais la contestation publique réapparaît à partir de 1965 après l'arrestation des écrivains, André Siniascki et Iouri Daniel, accusés d'avoir publié à l'étranger des textes anti-soviétiques. A partir de leur procès en 1966, une série d'arrestations et de procès se succèdent en cascade ; les uns protestant contre l'arrestation des autres. On assiste dans les sphères les plus hautes de la société — parmi les intellectuels les plus en vue — à un mouvement d'intellectuels à la fois déterminés et désespérés prêts à tout endurer pour faire respecter les simples « droits de l'homme ». C'est l'arrestation de Boukovski, puis

celle de Guinzbourg, de Galanskov en 1968, celle de Litvinov, Larissa Daniel, Feinberg, Delaunay pour avoir manifesté à huit sur la Place Rouge, contre l'intervention en 1968 des soviétiques en Tchécoslovaquie. Puis celle du général Grigorenko pour avoir protesté contre l'arrestation des autres.

Pendant ces années, le mouvement trouve les moyens d'expression qui le caractérisent encore aujourd'hui. Le *Samizdat*, publication clandestine qui reproduit les écrits anciens et actuels apparaît systématiquement et circule sous le manteau.

Des contacts sont pris avec les correspondants de presse étrangers en poste à Moscou, qui font connaître le *Samizdat* et les écrits des dissidents en Occident.

Le fait que des hommes comme Sakharov, savant de renom et prix Lénine, membre en vue de la couche privilégiée elle-même, rejoigne vers 1970 la contestation en annonçant publiquement la création du Comité pour la Défense des Droits de l'Homme en URSS, donne à cette dernière davantage de possibilités pour s'exprimer devant l'opinion publique internationale.

L'éventail politique que les dissidents représentent est très divers : il va des mystiques réactionnaires à ceux qui prônent le retour aux idées de la Révolution russe. Dans la première catégorie, il y a les sectes religieuses et finalement proches d'elles le

courant dont la figure de proue est Soljénitsyne.

Parmi le courant libéral, certains « dissidents », comme Roy Medvedev, soutiennent la bureaucratie mais lui reprochent de n'être pas assez libérale et démocratique. D'autres, comme Sakharov, sans remettre en cause le régime des bureaucrates, rêvent d'une « convergence » entre les deux blocs et aspirent à la collaboration avec l'impérialisme.

Il y a également les contestataires reflétant l'opposition des nationalités opprimées (Djémilev) et l'important mouvement des Juifs revendiquant le droit de quitter l'URSS.

Restent enfin les courants d'opposition « à gauche » représentés par des hommes comme Iakir, Pliouchitch ou Grigorenko qui luttent aussi pour l'obtention d'un certain nombre de libertés démocratiques et prônent un retour à la démocratie révolutionnaire d'après Octobre.

A part cette référence, socialement eux aussi sont essentiellement représentés par quelques poignées d'intellectuels dont il est difficile de dire s'ils ont quelques liens avec la classe ouvrière.

Et c'est bien là que réside toute la faiblesse de cette contestation : son absence de liens avec les autres couches de la société et particulièrement pour les marxistes avec la classe ouvrière.

Irène BROSSARD



Soares le démarcheur.

Tournée européenne de Soares Les travailleurs n'ont rien à attendre d'une entrée dans le Marché commun

Lundi 15 février, Mario Soares, le Premier ministre portugais, a commencé sa tournée des capitales européennes pour plaider l'entrée du Portugal dans le Marché commun. Mario Soares espère ainsi obtenir une aide substantielle des pays « riches » pour l'aider à faire face à une situation économique catastrophique. Le déficit de la balance commerciale portugaise est un véritable gouffre de 1 milliard de dollars (5 milliards de francs), le taux de l'inflation atteint les 30 % et le gouvernement portugais voudrait bien, en entrant dans le Marché commun, bénéficier de crédits pour faire face à la situation.

Le voyage de Soares sera-t-il couronné de succès ? Pour l'instant, les gouvernements européens sont partagés. Certains sont favorables à l'entrée du Portugal dans le Marché commun, sans doute alléchés par la perspective de s'introduire par ce

biais dans les anciennes colonies portugaises d'Afrique, perspective que Soares ne manque pas de faire miroiter en s'efforçant de donner des assurances sur les bonnes relations que le Portugal continue à entretenir avec ses anciennes colonies, Angola, Guinée Bissau, Cap Vert.

Mais d'autres pays européens, dont la France, continuent cependant à manifester des réticences et réclament des garanties.

En fait, aucun des pays du Marché commun n'est prêt à renflouer le Portugal. Le Marché commun n'a jamais servi à aider un de ses membres en difficulté. C'est au contraire le règne du chacun pour soi, comme en témoignent les nombreuses crises qu'il a traversées.

Et si le Portugal était finalement accepté dans le Marché commun, c'est que ses partenaires y trouveraient avantage. Mais ça ne lui permettrait en aucune façon de remédier à la crise éco-

nomique catastrophique qui sévit.

Les travailleurs portugais ont d'autant moins à en attendre que les plus réticents à l'admission du Portugal réclament de Mario Soares qu'il « mette de l'ordre dans ses finances », c'est-à-dire qu'il pratique une politique d'autorité plus stricte encore sur le dos de la classe ouvrière.

A l'inverse, l'un des principaux arguments de Mario Soares pour fléchir ses compères européens est de faire étalage de ses efforts pour « remettre de l'ordre » dans son pays et mettre au pas la classe ouvrière et il fait appel aux autres gouvernements européens pour qu'ils l'aident à empêcher le Portugal de devenir une sorte de « Cuba de l'Europe ».

En somme, le socialiste Mario Soares appelle les capitalistes européens au secours contre les travailleurs portugais.

Dominique CHABLIS.

Vague de grèves

Depuis le 24 janvier, 25.000 pêcheurs portugais sont en grève. Il s'agit non pas d'artisans, mais d'ouvriers employés par de grosses sociétés.

Par solidarité, les travailleurs de la marine marchande et des transports fluviaux font la grève des heures supplémentaires. Ceci entraîne la paralysie partielle du port de Lisbonne, où une quinzaine de navires sont immobilisés.

Le ministre du Travail, Marcelo Curto, a décidé la réquisition ci-

vile des travailleurs de la marine marchande, assimilant ainsi ces travailleurs à des fonctionnaires. Jeudi, les pêcheurs ont décidé de ne pas se rendre à l'ultimatum du gouvernement et de continuer leur mouvement.

Dans le secteur du textile, qui emploie plus de 300.000 ouvriers, les arrêts de travail partiels se poursuivent depuis mercredi, à propos du renouvellement du contrat collectif.

De leur côté, les fonctionnaires protestaient contre la hiérarchi-

sation d'une augmentation de salaire de 15 %. Ils réclamaient une augmentation uniforme de 2.000 escudos (320 F). Devant la menace d'un arrêt de travail, le ministre a accepté le principe d'une révision des conditions salariales.

Ces mouvements montrent que la classe ouvrière portugaise n'est pas prête à faire les frais de la crise. Les pêcheurs sont d'autant plus mobilisés qu'ils n'ont pas eu d'augmentations depuis longtemps et qu'ils peuvent voir augmenter tous les jours le prix du poisson, aliment de base au Por-

tugal, et dont le prix est en train de rattraper celui de la viande.

Ces mouvements de grève montrent que les travailleurs portugais ne font pas confiance à Soares et au Parti Socialiste au pouvoir pour défendre leurs intérêts, et qu'ils n'acceptent pas le plan d'austérité. La classe ouvrière portugaise n'est toujours pas décidée à se laisser faire. Il y a toujours autant de mouvements grévistes qu'il y en a eu pendant la période d'ébullition qui avait suivi juin 1974.

Pourtant la situation politique semble moins favorable à la classe ouvrière, puisque tous les efforts du gouvernement visent délibérément depuis plus d'un an à la mettre au pas. Mais au fur et à mesure que le gouvernement Soares normalise, les écrans se lèvent devant les yeux des travailleurs qui perdent peu à peu leurs illusions.

Et ce sont surtout les illusions qui paralysent les travailleurs.

Jacques FONTENOY.

MAROC

Condamnations sévères après une caricature de procès

Le verdict du procès de Casablanca contre les 178 accusés d'extrême-gauche, dits « frontistes », a été rendu mardi matin 15 février : 44 condamnations à la détention perpétuelle ; pour les autres accusés, plus de 2.000 années de prison au total, réparties en des peines allant de 5 ans à 30 ans.

Si la lecture des attendus du jugement, c'est-à-dire de ce qui est reproché aux accusés, a duré neuf heures, c'est qu'il a probablement fallu à la chambre criminelle (composée uniquement de magistrats) des trésors d'ingéniosité pour fonder l'accusa-

tion : complot contre la sûreté de l'Etat et constitution d'organisations clandestines.

Il s'agissait en réalité pour la dictature marocaine, avec pour toutes pièces à conviction des tracts et des brochures en vente dans les librairies, de frapper de façon définitive des groupes d'opposants dont le tort principal est de s'être prononcés pour l'autodétermination du peuple sahraoui. à une époque où Hassan essayait de se refaire une popularité en entraînant plusieurs centaines de milliers de Marocains dans son opération appelée « marche verte », visant à annexer une partie

du Sahara Occidental et... ses phosphates.

Il faut dire que, dans cette opération nationaliste, Hassan a obtenu le soutien y compris des partis de la gauche marocaine, ce qui expliquera, entre autres, que cette même gauche se soit pour sa plus grande partie désolidarisée des accusés de Casablanca.

Le verdict infâme, aussi bien que les conditions dans lesquelles s'est déroulé ce simulacre de procès (des mois d'emprisonnement et de tortures, des accusés obligés à répondre par « oui » ou

par « non », sans possibilité de s'exprimer, puis évacués de la salle d'audience...), tout cela témoigne contre la féroce dictature de Hassan. Bien entendu, sans la moindre protestation de la part du « libéral » Giscard qui, lors de son voyage de novembre 1976 au Maroc, embrassait son « copain » Hassan et le félicitait pour les « institutions particulièrement adaptées (au Maroc) avec la participation de tous les partis politiques ». Il avait simplement oublié de faire préciser de quel côté des barreaux !

Viviane LAFONT

ITALIE

Seveso : victimes du capital

Plus de six mois après la catastrophe, la dioxine répandue partout dans la nature, continue à sévir. Un nombre toujours plus grand d'enfants sont contaminés ; ils ont le visage couvert de pustules. Une habitante de la région vient de mourir la semaine dernière. Elle souffrait d'un foie hypertrophié, effet possible de la dioxine.

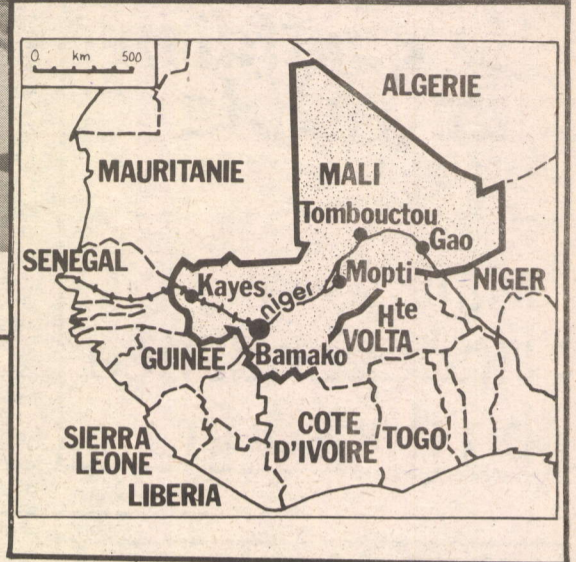
Tout cela parce que les patrons du trust Laroche Hoffman ont négligé de prendre les mesures de sécurité.

Coopération franco-malienne :

DICTATURE ET MISÈRE POUR LES UNS, PROFITS POUR LES AUTRES



Ce marché à Gao, l'une des villes importantes du Mali, témoigne de la pauvreté du pays.



Dans le cadre de sa diplomatie tout azimut, Giscard vient de faire un voyage au Mali. Les commentateurs se sont plu à rappeler que c'est un des pays les plus pauvres du monde.

Et Giscard s'est abondamment vanté d'être le premier chef d'Etat français à venir au Mali depuis l'accession en 1960 de cette ancienne colonie française à l'indépendance. Comme il s'est vanté, pêle-mêle, des miracles et des vertus de la coopération franco-malienne ; des millions versés par la France pour l'aide au Mali. Et d'affirmer la volonté du gouvernement français de contribuer, dans le cadre de la coopération, à développer le Mali.

Mais si le Mali est aujourd'hui un des pays les plus pauvres du monde, la France dont il est l'ancienne colonie y est tout de même pour quelque chose. Car c'était l'administration française qui dirigeait le pays, c'est elle qui a poussé le pays à la culture presque exclusive de l'arachide et du coton et c'est l'impérialisme français qui en bénéficie toujours.

Aujourd'hui, l'Etat français fait l'aumône au gouvernement malien. Mais ce n'est pas là l'argent destiné à permettre le développement rural et encore moins à alléger la misère d'une population qui ne voit pas trace de l'argent versé. C'est la prime promise au gouvernement de Moussa Traoré en contrepartie de la stabilité du régime.

L'impérialisme français a des raisons de soutenir le Comité militaire au pouvoir. Ce dernier s'est emparé de la direction du pays en renversant en 1968 le régime de Modibo Keita, qui avait pris quelques distances par rapport à la France et qui se prétendait volontiers progressiste et neutraliste. C'était peu, mais cela a suffi pour qu'il soit mal vu par la France dont le rôle dans le renversement de Modibo Keita est de notoriété publique.

La coopération franco-malienne telle qu'elle est, celle d'un Giscard et d'un Traoré, c'est le terme élégant que l'on utilise pour parler du soutien de l'impérialisme français à une dictature militaire contre le peuple malien.

Irène BROSSARD.

Le démagogue

A Bamako, au Mali, Giscard n'a pas failli à la règle : comme chaque fois qu'il se rend dans un pays d'Afrique, il a déclaré que plus aucune livraison d'armes à destination de l'Afrique du Sud n'aurait lieu. Car, a-t-il dit, il partage les mêmes idéaux de liberté et d'indépendance que le Mali, et condamne la politique d'Apartheid qui outrage la dignité de l'homme.

Noble Giscard ! Depuis que des générations de présidents français font de telles promesses aux pays d'Afrique qu'ils visitent, la France s'est acheminée petit à petit jusqu'au rang de deuxième fournisseur d'armes de l'Afrique du Sud !

Aujourd'hui Giscard vient de faire le généreux. Il peut se le permettre ! Car, et c'est ce qu'ont rapporté tous les commentateurs à destination du public français, depuis que la France livre des armes à l'Afrique du Sud... cette dernière n'en a plus besoin. Entre-temps la France lui a vendu suffisamment de brevets et licences pour lui permettre de créer, depuis, ses propres usines de pièces de rechange de matériel militaire aérien et terrestre.

Quant au matériel militaire naval dont l'Afrique du Sud a encore besoin, justement, ça tombe bien : il n'y a pas d'embargo !

Heureux Giscard !

Odette DINAN.

Afrique du Sud



Une des premières manifestations à Soweto. Une scène de rue désormais quotidienne.

Nouvelle flambée de colère

Depuis plus d'une semaine, l'agitation a repris parmi les étudiants et les lycéens de Soweto, la ville noire proche de Johannesburg, où s'était déclenchée en juin de l'année dernière cette vague de révolte contre la ségrégation raciale, qui ne s'est pas apaisée depuis. Les lycéens ont boycotté les examens qu'ils avaient déjà boycottés en novembre. Ils ont tenu des meetings, formé des cortèges...

Une fois encore, la police sud-

africaine est intervenue avec sauvagerie en envoyant ses blindés et en tirant dans les tas.

Une fois encore, le gouvernement a pris des mesures d'urgence et décrété le couvre-feu en plein jour, menaçant ainsi les lycéens qui n'étaient pas dans leurs écoles de se faire tirer dessus ou du moins arrêter.

Une fois encore, des arrestations ont eu lieu, dont celle de la mère du leader des mouve-

ments de juin 1976, Tsietzi Mashinini.

Une fois de plus, la répression s'est abattue sur une jeunesse estudiantine qui n'a pas baissé la tête, loin de là. En témoigne également le fait que les lycéens continuent à boycotter leurs cours dans la ville du Cap, où la participation aux cours reste inférieure à 20 % dans la plupart des établissements scolaires africains.

I.B.

Égypte

99 % de "oui" au dictateur

Les électeurs égyptiens ont approuvé avec 99,42 % de « oui » le référendum imposé par le président de la République, Sadate. Celui-ci demandait leur « avis » aux Égyptiens sur toute une série de mesures allant de l'officialisation du multipartisme aux peines de travaux forcés pour les grévistes et les manifestants, en passant par la lutte contre la fraude fiscale.

Ce référendum, véritable plébiscite, était, après les fusillades, la réponse du dictateur égyptien aux émeutes de la faim qui ont ensanglanté le mois dernier les principales villes du pays et au cours desquelles le nom de Sa-

date fut conspué à plusieurs reprises.

Le score enregistré n'a rien pour étonner. Quand un dictateur propose un projet de loi réprimant les libertés démocratiques les plus élémentaires, c'est bien rare qu'il ne se soit pas donné les moyens d'obtenir une massive approbation. Pour que sa victoire ait encore plus de panache, Sadate a tenu à indiquer que 97 pour cent des inscrits avaient participé au référendum, alors que tous les observateurs ont fait remarquer que les bureaux de vote du Caire (où se trouvent un quart des électeurs) étaient res-

tés quasiment déserts le jour du scrutin.

Dans le même temps, la presse révélait plusieurs dizaines d'arrestations d'ouvriers et d'étudiants de gauche, histoire de montrer que la politique de répression n'avait même pas besoin du plébiscite pour se poursuivre.

Et c'est une évidence que d'affirmer que le référendum, malgré le multipartisme qu'il consacre, ne changera pas la nature du régime. Il restera la dictature féroce qu'il n'a jamais cessé d'être. Car, du temps de Nasser, le régime qui emprisonnait les militants

communistes, qui muselait les syndicats et arrêtaient les militants ouvriers, n'était pas plus démocratiques. Et s'il jouissait d'une popularité certaine, c'est parce qu'il a joué à fond sur le sentiment national en osant prendre parfois position contre l'impérialisme, mais aussi en développant un bellicisme forcené contre Israël, comme exutoire à la misère de la population.

Le régime de Sadate a d'autant plus de difficultés qu'il lui est plus difficile, dans le contexte actuel d'une recherche de solution négociée au Moyen Orient, de galvaniser le peuple contre Israël.

Et puis, la démagogie nationaliste et guerrière a ses limites. Dans ce pays extrêmement pauvre, les inégalités sociales sont criantes et le sort de la population laborieuse est immuable depuis des décennies. Il est sans doute de plus en plus difficile de faire prendre patience aux gens avec des discours qui ne remplissent pas les ventres. Les récentes émeutes en témoignent. Et plébiscite et multipartisme ne sont que des fioritures, impuissantes à cacher que c'est par une terreur de plus en plus implacable que le régime égyptien se maintient.

René BLIARD.

lu avec intérêt... lu avec intérêt... lu avec intérêt

le quotidien du peuple

Mali : l'indépendance en question

A l'occasion du voyage de Giscard au Mali, *Le Quotidien du Peuple*, dans ses numéros 375 et 376, rappelle dans une série d'articles sur le Mali les difficultés économiques et politiques de cette ancienne colonie française.

Notamment il revient sur la situation des paysans sous le régime de Modibo Keita. **LES CHAMPS DU ROI**

« Le RDA (1) demande aux paysans de vendre leur production à l'Etat en leur promettant pour l'avenir une aide pour s'organiser et se moderniser. Mais comme cette aide ne vient pas et que le commerce traditionnel arrive à acheter à un cours supérieur, le parti, qui reste très extérieur aux préoccupations des masses paysannes, impose par la force et par la répression des livraisons obligatoires. Les « champs collectifs » encouragés par le RDA ne donnent que de maigres résultats : le rendement y est de 30% de celui des champs des paysans. Les pay-

sans appellent ces champs « champs du roi », ce qui montre comment ils perçoivent la nature de cette fausse collectivisation, qui n'est pour eux qu'une corvée de type féodal. »

Dans de telles conditions, on comprend pourquoi le socialisme de Modibo Keita ne résistera pas en 1968 au coup d'Etat des militaires.

Depuis, cependant, la situation de la paysannerie ne s'est pas améliorée, au contraire.

« La politique agricole encouragée par les organismes français de la Compagnie française pour le développement du textile force les paysans à développer le coton et l'arachide, cultures d'exportation, et à leur consacrer les meilleures terres aux dépens des cultures vivrières. De son côté, l'impérialisme américain plante et développe le « ranching », élevage industriel, aux dépens des no-

mades du Sahel. La destruction des activités traditionnelles, notamment à la fin des années 1960, et qui étaient orientées vers la satisfaction des besoins des paysans, va s'avérer criminelle.

C'est la famine provoquée par la sécheresse au Sahara qui sert de révélateur aux conséquences de la politique impérialiste au Mali, comme dans toute l'Afrique de l'ouest. Le bilan au Mali se chiffre par des centaines de morts, des milliers de réfugiés qui doivent vivre des mois dans des camps de fortune ou émigrent. C'est aussi la perte de plus de 80% du cheptel ovien et bovin.

L'aide internationale est mal utilisée, quand elle ne va pas dans la poche de profiteurs qui se font construire des « villas de la sécheresse ».

(1) Le RDA est le Rassemblement Démocratique Africain.

COMBAT OUVRIER

Les cantonales à Capesterre

Le 6 février dernier s'est déroulée à Capesterre (Guadeloupe) une élection cantonale partielle, motivée par la mort de l'ancien maire et conseiller général de Capesterre, Lacavé, membre du PC. Un des huit candidats à ces partielles se réclamait de *Combat Ouvrier*. Ce journal trotskyste antillais rend ainsi compte du résultat de ces cantonales partielles :

« Huit candidats étaient en présence. celui de *Combat Ouvrier* a obtenu 83 voix, soit 1,68% des suffrages exprimés. Ce résultat bien qu'encourageant car il

montre l'existence d'un courant qui s'est compté sur les candidats révolutionnaires, est cependant très faible et il montre tout le chemin qui reste à parcourir. La tâche à accomplir reste immense. Nous l'avons déjà entreprise. Nous ne pouvons évidemment que la continuer afin que les idées communistes révolutionnaires pénètrent plus profondément parmi les travailleurs, cela d'autant plus qu'on assiste dans la région de Capesterre à un véritable effondrement électoral du PCG. Le candidat du PCG n'a en effet obtenu que 6,55 %

des suffrages exprimés, la grande majorité des électeurs habituels du PCG ayant dédaigné le candidat officiel du PCG pour voter pour le premier adjoint, de Lacroix. Celui-ci, en opposition avec le PCG sur le choix de Céleste comme candidat, avait présenté sa propre candidature, tout en quittant le PCG.

Les électeurs, en votant massivement pour de Lacroix, ont condamné le choix et les méthodes antidémocratiques et méprisantes du PCG pendant la campagne électorale. »

Libération

Une eau potable impure depuis longtemps

Dans son n° du 16 février 1977 *Libération* évoque les difficultés d'une petite commune à lutter contre la pollution des eaux et à protéger sa population.

« La pollution de la nappe phréatique qui alimente en eau potable la petite commune de Labégude vient de provoquer une véritable épidémie d'hépatites virales. Une soixantaine de personnes, en majorité des enfants, sont victimes de maux de tête, douleurs articulaires, vomissements, etc.

Le 10 février, la DDASS de Privas informait la municipalité de Labégude que la dernière analyse d'eau potable de la commune était douteuse : « Le germe contenu dans cette eau s'est avéré très résistant, mais une ébullition prolongée et une javellisation peuvent en venir à

bout ». La population était alors invitée à prendre les précautions d'usage, et les magasins de Labégude trouvèrent nombre d'acheteurs pour leurs stocks de bouteilles d'eau minérale, l'eau du robinet étant bannie de la consommation.

Samedi, la municipalité de Labégude publiait un communiqué qui indiquait entre autres que « consciente que l'eau de la nappe phréatique qui alimente le puits devient de plus en plus polluée, elle a décidé depuis quelques années l'installation d'un appareil de javellisation. Parallèlement, elle essaie depuis toujours de trouver une solution au problème de l'eau ». En termes clairs, la nappe phréatique était impure depuis longtemps, mais jamais elle ne l'avait été autant que maintenant. Plusieurs facteurs entrent en

jeu : les industries, même peu nombreuses, mais qui ne surveillent pas toujours leurs effluents d'abord, les dépôts d'ordures qui sont situés en bordure des ruisseaux, surtout sur les berges de l'Ardèche, et qui attendent une crue éventuelle pour disparaître. Nombreuses sont les communes qui sont dépourvues du service minimum de ramassage, laissant libre cours à la tradition du « tout à la rivière » qui se transforme en « tout à l'égout » en période estivale. « Ce n'est pas avec quelques centimes qu'on peut avoir une structure d'assainissement. On a un budget de 70 millions d'anciens francs pour 1 600 habitants à Labégude et notre projet d'assainissement est évalué à 250 millions anciens. L'Etat nous verse 16 %, on ne peut pas y arriver ».

WORKERS VANGUARD

Les réfugiés haïtiens aux USA

Dans son numéro du 4 février 1977, *Workers Vanguard*, l'organe de la Spartacist League américaine, se fait l'écho de la semaine de protestation organisée par Les Pères Haïtiens (catholiques) et le Conseil des Eglises contre la situation faite aux Etats-Unis aux réfugiés haïtiens.

« Le Service d'Immigration et de Naturalisation américain (INS) a refusé l'asile politique à plus de 1.500 réfugiés qui arrivèrent à Miami pour fuir la dictature sanguinaire ces trois dernières années. Le Département d'Etat a l'aplomb d'affirmer qu'Haïti n'est plus un Etat totali-

taire depuis la mort en 1976 du despote de droite François Duvalier (« Papa Doc ») et sa succession par son fils Jean-Claude Duvalier (« Bébé Doc »). On refuse ainsi aux Haïtiens qui arrivent aux Etats-Unis l'appellation de réfugiés politiques. Comme les milliers de travailleurs immigrés mexicains qui entrent chaque année aux Etats-Unis, ils sont considérés comme émigrés clandestins illégaux. (...)

Loin d'être simplement à la recherche d'un travail, presque tous les réfugiés haïtiens à qui on a refusé l'asile politique sont soit des membres de groupes d'opposition clandestins, soit des victimes innocentes des Tontons Macoutes qui ont protesté un peu trop fort, ou des amis ou des parents d'une personne appartenant à l'une des deux premières catégories et qui sont menacés comme tels.

Les orateurs du meeting clôturant la campagne décrivent l'odyssée de réfugiés qui ont parcouru plus de 800 miles (1.300 kilomètres) pour arriver à Miami, souvent sur des embarcations de pêcheurs prenant l'eau, si primitives et pauvrement approvisionnées qu'il fallait souvent hospitaliser immédiatement les nouveaux arrivants. (...)

Plus de 95 réfugiés haïtiens sont actuellement emprisonnés à Immokalle en Floride et El Paso au Texas. Certains y ont passé 16 mois, jusqu'à ce que le Conseil des Eglises réunisse la caution et les fasse libérer. (...) Nombreux sont ceux qui sont menacés d'une procédure d'expulsion. (...)

Parfois les exilés prêtèrent la mort à un retour à Haïti. Preuve horrible en fut donnée en 1974 par le suicide de Turienne De Ville dans sa prison de Miami, quelques heures seulement avant d'être expulsé. Depuis, on a fait état de deux autres suicides en prison. »

L'Étincelle

Les comptes de "L'Étincelle"

L'hebdomadaire *L'Étincelle*, organe de l'OCT, publie sous le titre *Les comptes fantastiques de L'Étincelle* le bilan chiffré suivant :

« Nos lecteurs sont sûrement curieux de connaître plus à fond leur journal, et entre autres sous son angle financier. Cette légitime curiosité trouve ici sa réponse et nous espérons qu'elle contribuera à redresser la barre.

Les résultats du mois de janvier font apparaître, par numéro le déficit suivant :

RECETTES : 9712,50 F
en moyenne, pour un numéro (ce résultat englobe l'ensemble des ventes militantes, les abonnements et la souscription, mais n'inclut pas les ventes en kiosques).
DEPENSES : 13 635 F
qui se répartissent comme suit :
Imprimeur : 6 400 F
Papier : 2 650 F
Envoi SNCF : 200 F
Routage : 200 F
Divers : 135 F
Permanents : 2 833 F
Photos et dessins : 750 F
Atelier maquette : 187 F
Photocomposition : 208 F
Photocopie : 72 F
Divers : 35 F

Soit un déficit de 3 922,50F par numéro. Le combler supposerait de vendre 1 308 journaux de plus par semaine. Encore s'agit-il là d'un minimum ».



Jean-Claude Duvalier, dictateur de Haïti, entouré de ses gardes du corps. Son pouvoir repose sur ses policiers — et sur le soutien des Etats-Unis.

dossier

des municipalités pour quoi faire ?

Les élections municipales

Les élections municipales ont toujours été considérées comme les moins politiques des élections, celles où les électeurs se déterminent moins pour les partis que pour les hommes qui leur paraissent les

plus aptes à défendre les intérêts de leurs communes ou, dans les plus petites communes, dont ils ont pu apprécier le dévouement.

Cette fois encore, bien des conseillers municipaux vont se présenter sans étiquette politique. Bien des listes vont se déclarer « apolitiques ». La campagne électorale portera sur les problèmes locaux. Et pas seulement par une volonté délibérée de bien des politiciens de noyer le poisson... et leur programme.

S'adresser à des électeurs en traitant de leur cadre de vie, des transports à améliorer, des rues à élargir, c'est d'avance être convaincu de toucher son auditoire. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement, quand ces habitants vivent ces problèmes quotidiennement, quand ils butent régulièrement sur ces difficultés immédiates qu'ils touchent pour ainsi dire du doigt ?

Ainsi s'explique l'accent mis par tous les candidats — de quelque bord politique qu'ils soient — sur l'efficacité de leur gestion — quand ils sont en place — ou sur l'incompétence manifeste de l'équipe municipale sortante. Et pas seulement dans les petites communes. Les Lillois, les Parisiens vivent également tous ces problèmes. Ils sont sensibles aussi à ce langage.

Exploitant cet intérêt légitime, la droite a toujours

prétendu faire des municipales un choix « technique », leur déniait toute valeur politique. Mais c'est là une tromperie caractérisée. Les décisions des maires en matière d'équipements collectifs, par exemple, dépendent étroitement de leurs options politiques, du milieu social dans lequel ils baignent et dont ils défendent les intérêts parce qu'ils en partagent les préoccupations.

Cette année, en outre, un autre fait renforcera le caractère politique de ces municipales. La perspective pour la gauche d'accéder au pouvoir lors des législatives de 1978 fait de ces élections un enjeu et un test politiques.

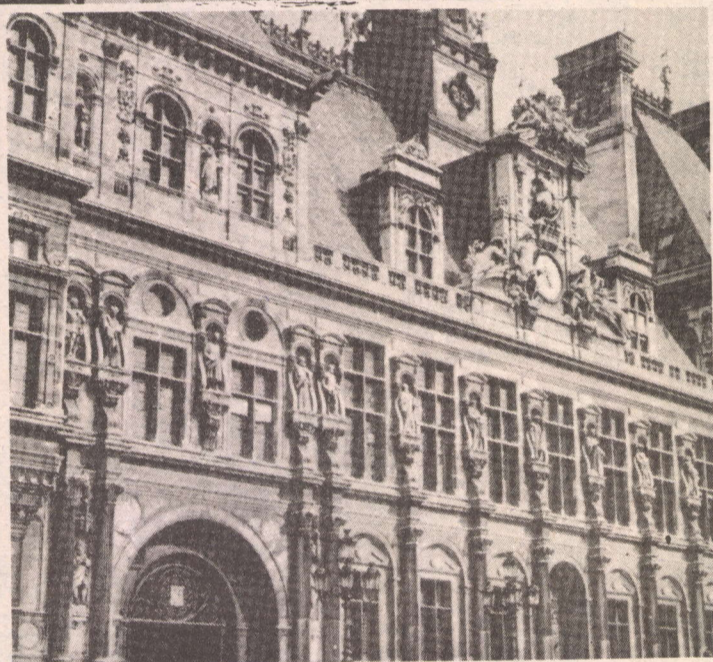
Pour l'instant, seuls les états-majors politiques de droite et de gauche s'agitent et se mobilisent. Mais sans doute nombre de travailleurs iront-ils voter le 13 mars en voulant faire avant tout un geste politique, manifester plus immédiatement leur mécontentement face à la crise et au plan Barre.

Même s'il ne faut pas s'attendre à des retournements spectaculaires en ce qui concerne les mairies, les changements de municipalités — en particulier dans les grandes villes — et plus encore les suffrages globaux recueillis par la gauche et la droite seront considérés comme significatifs de l'état de l'opinion un an avant les législatives.



**36.394
COMMUNES,
500.000
CONSEILLERS
MUNICIPAUX**

En mars, près de 500.000 conseillers municipaux seront élus dans les 36.394 communes. 32.000 de ces communes ont moins de 2.000 habitants et représentent 14 millions d'individus, alors que les trente-neuf villes de plus de 100.000 habitants représentent plus de 9 millions d'individus. Et alors que 1.500 conseillers municipaux en tout seront élus par ces trente-neuf villes, 300.000 environ seront élus par les 23.000 communes de moins de 500 habitants, qui regroupent environ 5 millions d'individus.



Les élus qui siègent dans la mairie du bourg sont plus proches de la population que ceux de l'Hôtel de Ville de Paris. Mais leur rôle est de faire fonctionner cette structure de base de l'Etat bourgeois : la municipalité.

LES MUNICIPALITÉS : des rouages de l'appareil d'Etat bourgeois

Les municipalités sont souvent présentées comme les plus démocratiques des organismes politiques de la société bourgeoise. Et il est vrai que dans la majorité des 36.394 communes, c'est-à-dire dans les villages et même les petites villes, chacun connaît, ou peut connaître les candidats, et ceux-ci s'affrontent sur des problèmes locaux, familiaux. Après les élections, ils resteront parmi leurs électeurs. Enfin ces représentants élus semblent disposer, à l'échelle de la commune, de bien des pouvoirs. Mais ce qui est vrai des petites communes, ou même des petites villes, ne l'est plus des grandes villes, où la représentation municipale s'apparente à la représentation parlementaire classique.

Quoi qu'il en soit, depuis sa naissance, l'Etat bourgeois s'est employé à soustraire les municipalités au contrôle de leurs électeurs. Les lois sont ainsi faites que le conseil municipal, élu pour six ans, ne peut plus être modifié ou révoqué, quoi qu'il fasse, par ses électeurs. Et le maire, qui dispose du pouvoir exécutif, ne peut plus, une fois élu par le conseil municipal, être révoqué par celui-ci.

L'Etat par contre peut suspendre ou révoquer un maire et dissoudre un conseil municipal. Il contrôle, par l'intermédiaire du préfet, au jour le jour, les délibérations du conseil et les interventions du maire. C'est bien devant l'Etat que les élus municipaux sont responsables, et non devant leurs électeurs qui, eux, devront attendre de six ans en six ans l'occasion de dire leur mot.

Quant aux élus municipaux, leur pouvoir réel est limité. Le maire, à côté de ses fonctions de représentant de l'Etat (état-civil, police, etc.), est bien responsable de l'école, de la crèche, de l'hôpital, de l'hospice, du marché et de tous les équipements collectifs, de l'entretien des routes, de l'enlèvement des ordures, de la distribution d'eau, des constructions nouvelles.

Mais en fait, toutes ses interventions sont étroitement réglementées — c'est-à-dire limitées — par de multiples textes. Soumises à l'approbation du préfet, elles doivent en outre recevoir leur quota de visas, d'autorisations de toutes sortes des différents ministères dont il dépend.

Ainsi, le pouvoir réel est moins entre les mains du maire,

cet élu trop au contact de ses électeurs, qu'entre celles du préfet et des administrations.

Il faut bien sûr faire la différence entre les pouvoirs du maire d'une grande ville — comme Lyon ou Marseille par exemple — et de celui d'une petite. Si l'Etat cherche à limiter de la même façon leur initiative, le premier disposera quand même, en particulier du fait de l'importance des fonds qu'il gère, d'une réelle puissance.

Mais il faut croire que, ce qui reste de pouvoir à la majorité des maires, c'est encore trop. Le récent projet Guichard prévoit en effet la création de « communautés de communes », regroupements ne laissant à chacune qu'un service municipal minimum et dirigés par un « syndic », sorte de super-maire, encore plus soustrait au contrôle des électeurs, encore plus soumis à l'autorité de l'Etat.

Le pouvoir au niveau municipal n'est en fait pas plus l'émanation des électeurs qu'aux autres niveaux. Et, quelle que soit la couleur politique des élus municipaux, les municipalités ne peuvent être que des rouages de l'appareil d'Etat bourgeois.

Les communes dans l'étau financier de l'Etat

Sur le plan financier, les communes supportent de multiples charges. En plus du personnel communal, elles financent la plus grande partie des équipements collectifs : routes, écoles, installations sportives et culturelles, etc. En outre, elles sont contraintes de participer à certaines dépenses de l'Etat, à un taux fixé par lui : grands travaux, bâtiments administratifs (postes, casernes...). Au total, alors que l'Etat perçoit 87 % des impôts, les communes supportent 60 % des charges des équipements publics.

Ces dépenses, les communes sont loin d'avoir des ressources suffisantes pour y faire face.

Les impôts locaux (taxe d'habitation, taxes foncières, patentes, etc.) en couvraient, en 1975, à l'échelle du pays, moins de 40 %. Pour combler ce déficit, elles doivent faire appel aux subventions de l'Etat ou à des emprunts. En 1975, ces subventions représentaient 48 % du budget total des communes, et les emprunts 12 % (emprunts d'ailleurs soumis à l'agrément de l'Etat).

Mais l'Etat récupère (par le biais de la TVA, prélevée sur tous les travaux et achats de la commune) une bonne partie de ses subventions, et son aide est un moyen de les tenir dans une dépendance étroite.

prochain dossier :

LA MAIRIE DE PARIS :

- Un statut d'exception.
- Un tremplin politique.
- Une gigantesque affaire financière.

dossier

des municipalités
pour quoi faire ?

La France des Notables

Être maire : une situation stable

La fonction de maire devient, quand la taille de la commune est suffisamment importante, une véritable carrière. Et le corps des maires est certainement, parmi tout le personnel politique, celui qui connaît la plus grande stabilité.

A chaque élection, c'est comme si le maire sortant bénéficiait d'une « prime à la réélection », proportionnelle à son ancienneté.

Traditionnellement, les élections municipales ne subissent que d'une façon très atténuée les contre-coups des changements de rapports de force politiques. Ainsi, les victoires gaullistes de 1958 et 1962 aux élections législatives ne se sont pratiquement pas traduites, au niveau des municipales de 1959 et 1965, par des succès correspondants.

Et c'est ainsi que se constituent de véritables dynasties municipales, politiques, mais quelquefois aussi familiales. Narbonne a eu un maire socialiste depuis 1891. Lille depuis 1896. Toulouse et Montluçon durant 50 ans. Jacques Médecin a hérité en 1966 de Jean Médecin, qui occupait la mairie de Nice depuis 1928. A Lyon, Pradel n'aura finalement pas régné longtemps, en comparaison de son prédéces-

seur — du même Parti Radical — Herriot, maire de 1905 à 1957, avec une coupure pendant la guerre.

Et cette stabilité particulière du corps des élus municipaux a certainement contribué à ce que des partis qui, comme le Parti Radical, ou même pendant longtemps le Parti Socialiste, avaient perdu beaucoup d'influence électorale au niveau national, conservent une implantation importante dans les municipalités.

Qui sont les maires ?

Sur les 36.394 maires, en 1974, 16.050 sont des exploitants agricoles (dont 1.350 non-propriétaires), 1.700 des patrons, 3.750 des commerçants et artisans, 4.300 des cadres et professions libérales, 2.800 des enseignants ou fonctionnaires, 2.100 des ouvriers et employés, 4.500 des retraités. 64 % des maires ont plus de 50 ans.

L'implantation du Parti Socialiste dans les municipalités

Un certain nombre de municipalités furent acquises aux socialistes dès la fin du 19^e siècle (22 en 1892, 73 en 1908). Mais en fait, elles servirent de point d'appui, non pas à une politique révolutionnaire, mais à une intégration progressive des socialistes à l'appareil d'Etat bourgeois.

A partir de là, et tout au long du 20^e siècle, les socialistes se sont assurés une solide implantation au sein des municipalités.

Pour s'enraciner dans les communes, le Parti Socialiste a utilisé — et utilise — les réseaux existant à l'intérieur de certains milieux particuliers : instituteurs, retraités de l'enseignement, amicales laïques, coopératives, offices de HLM, loges maçonniques, etc.

Et c'est l'ensemble de ces réseaux qui est la base du « domaine municipal » du Parti Socialiste, aujourd'hui considérable. Dans l'Aude, par exemple, le PS dirige 300 communes sur 430.

Ce sont ces notables locaux qui constituent l'ossature du PS.

Et sa direction nationale doit composer avec eux.

A l'échelle nationale, les membres du Parti Socialiste font partie du personnel politique de la bourgeoisie. Mais ils ne sont en général pas liés directement à la grande bourgeoisie, comme le sont les grands partis de la droite traditionnelle. A l'échelon local, il n'en est pas de même. Les notabilités locales du Parti Socialiste se recrutent souvent parmi les bourgeois et petits-bourgeois locaux, petits patrons, commerçants, professions libérales. L'exemple de Defferre, maire socialiste et patron de presse, est de ce point de vue significatif. Et à travers ces notables locaux, se réalise l'intégration du PS, non plus seulement à l'appareil d'Etat mais socialement et économiquement, à la société bourgeoise.

Les féodalités municipales ont de tout temps servi de base d'appui au vieux Parti Socialiste, qui était devenu, au cours de sa « traversée du désert » entre 1958 et 1970, le parti des notables par excellence.

Les municipalités dans la société bourgeoise

De nombreuses municipalités, et pas seulement celles des plus petites communes, se revendiquent de l'« apolitisme » ou de l'« indépendance ». Et quand ils affichent leur appartenance politique, les élus municipaux tiennent la plupart du temps à faire prévaloir leur image de gestionnaire sur leur image politique, en tout cas à bien séparer les deux.

En fait, les municipalités ont — quelle que soit d'ailleurs la couleur politique de l'équipe municipale — une fonction bien politique : elles sont la structure de base de l'appareil d'Etat bourgeois, celle qui est la plus proche de la population et celle qui fait passer dans la vie sociale, dans la vie quotidienne de tous, la politique du gouvernement et de la classe qu'il représente.

Et leur activité de gestion conduit les maires et les conseillers municipaux à entretenir de multiples liens avec tous les secteurs de la société

et de l'Etat bourgeois, et à s'y intégrer.

D'abord, la gestion du budget municipal fait participer le maire aux affaires de la bourgeoisie locale, quelquefois même nationale. Les millions qu'il gère vont alimenter en priorité le commerce et l'industrie locaux. Et la mairie, le conseil municipal même sont bien souvent le lieu où, toutes les nuances d'intérêts locaux étant représentées, se discutent et se règlent les problèmes de cette bourgeoisie locale.

Mais la municipalité est aussi l'interlocuteur permanent du préfet et des administrations des ministères, de la bonne volonté desquels dépendent autorisations et subventions. Elle devra s'efforcer d'entretenir avec eux les meilleures relations possibles. Gaston Defferre, dans une déclaration de 1959, témoignait de cet aspect des choses : « Lorsque je suis arrivé ici, en 1953, j'avais un plan de cinq ans. On m'a regardé dans les ministères

avec un certain scepticisme. Mais peu à peu j'ai obtenu la confiance de l'Etat et des organismes prêteurs et, grâce aux subventions et aux emprunts, j'ai pu exécuter pour 25 milliards de travaux. »

Enfin les élus municipaux entrent régulièrement en relation avec le personnel politique à tous les échelons : avec les ministres, avec les parlementaires, dont l'influence et les relations, là encore, peuvent être utiles. En retour, il pourra éventuellement constituer pour ces parlementaires l'intermédiaire naturel d'une clientèle électorale. Les maires font d'ailleurs partie du collège des grands électeurs qui, en particulier, élisent les sénateurs.

Et c'est dans les grandes villes, bien sûr, où la direction des affaires municipales revêt le plus ouvertement une importance politique, que le conseil municipal apparaît avec le plus d'évidence comme la structure « de base » de l'appareil d'Etat.



Pierre Mauroy, député-maire socialiste de Lille, reçoit Giscard. L'un est de la majorité, l'autre de l'opposition : ils gèrent tous deux les affaires de la bourgeoisie.

Un exemple d'apolitisme : PRADEL A LYON

La municipalité lyonnaise, sous le règne de Louis Pradel, mort en novembre 1976, était devenue le symbole de ces municipalités de droite qui se cachent sous les étiquettes « apolitiques » ou « gestionnaires ».

Pradel était maire depuis 1957. Il avait succédé à Edouard Herriot, dont il était l'un des conseillers municipaux. Comme Herriot, il était inscrit au Parti Radical. Dès son élection, il quitta le Parti Radical. Il est réélu en 1965, contre l'UNR Herzog, puis en 1971, où il ouvre sa liste à la majorité. Son originalité, c'était qu'il se disait apolitique. Il avait d'ailleurs créé une organisation portant son propre nom, l'association PRADEL (Pour la Réalisation Active Des Espérances

Lyonnaises). Son apolitisme ne l'a pas empêché de crier en 1961 « Vive l'Algérie française », ni de se rallier à De Gaulle en 1968, ni de présider en 1969 le Comité de soutien à Pompidou au second tour, ni enfin de rallier Giscard quand le vent eut tourné.

A Lyon, Pradel laisse un souvenir de bâtisseur. C'est lui qui a construit le métro. On l'appelait Monsieur Béton. Sous son « règne », les promoteurs ont connu leur heure de gloire. Les quartiers populaires tels que celui de la Part-Dieu ont été vidés de leurs habitants populaires.

Pradel a été remplacé par un conseiller municipal, Francisque Collomb, complètement inconnu du grand public jusqu'alors. Il

est P-DG d'une petite entreprise de chimie de 150 ouvriers, président de la Foire Internationale de Lyon et, depuis 1968, poussé par Pradel, sénateur.

Pourtant Jacques Soustelle, l'ancien dirigeant de l'OAS, était sur les rangs.

Mais les divers partis de la majorité ont annoncé qu'ils soutenaient Collomb. On a même vu un responsable du PS de la région, André Soulié, quitter le PS pour rallier Collomb (il brigue, paraît-il déjà la succession).

En tout cas une chose semble certaine : l'apolitisme de Pradel, qui malgré tout faisait illusion, semble bien en avoir pris un coup avec le soutien tapageur de la majorité à Collomb.

Le PCF et les municipalités

**1100
vitrines
pour
le Pro-
gramme
commun**



L'actuel conseil municipal de Malakoff. Le maire communiste, Léo Figuières, tient à être photographié avec l'écharpe tricolore.

Le Parti Communiste se revendique de « 1.100 maires et 14.000 conseillers municipaux ». Aux élections municipales de 1971, un maire communiste avait été élu à la tête de 45 des 192 villes de plus de 30.000 habitants.

Cela donne un certain poids social au PCF. Et en fait, c'est essentiellement au travers de ces municipalités, de leurs liens avec les préfectures et les préfets, les divers ministères, les conseils généraux... et la bourgeoisie locale, que le PCF est resté lié à l'appareil d'Etat et à la société bourgeoise, alors même que, depuis 1947 et le début de la guerre froide, il était écarté de l'appareil d'Etat central et tenu dans l'isolement sur le plan politique.

Le PCF attache beaucoup d'im-

portance à la gestion municipale. C'est là qu'il peut faire la preuve qu'il est un « bon gestionnaire » et qu'il le serait tout autant pour les affaires du pays s'il était au gouvernement.

Le PCF a ainsi l'occasion de démontrer que, lorsqu'il est en mesure d'appliquer la politique qu'il préconise, il ne remet nullement en cause la propriété privée et les intérêts de celle-ci, ni l'organisation sociale dans son ensemble.

Mais il veut démontrer qu'il est soucieux des intérêts de la population laborieuse, qui forme sa base sociale, son électorat, et dont il entend conserver l'appui par sa politique « sociale ».

Ceci dit, on peut constater que, au-delà des différences dues

aux conditions locales ou aux personnalités, les municipalités communistes ont la plupart du temps un petit air de famille.

Les élus et les maires communistes sont tenus par la discipline d'un parti centralisé. Ce qui efface ou atténue considérablement l'esprit carriériste qui existe à des degrés divers, au moins dans les communes importantes, au sein des élus des autres partis et donne généralement aux élus des municipalités communistes une réputation d'honnêteté et de désintéressement personnel que leur reconnaissent même les gens de droite.

Et surtout, les municipalités acquises sont, aux quatre coins du pays, les porte-parole d'une même politique, d'une même orien-

tation nationale. Cela se traduit par le même type de réalisations et de préoccupations. Cela se traduit par le même type d'actions et de propagande, qui aujourd'hui visent à démontrer que, au-delà de ce que peut faire la municipalité, la seule solution aux problèmes de la population réside dans un changement de régime et la participation du PCF au gouvernement... dans le cadre du Programme commun.

Et il est probable que, si le PCF accédait demain au gouvernement, il saurait, dans ces municipalités où aujourd'hui il organise la protestation contre le conseil général, le préfet ou l'Etat, se montrer plus « responsable » et infiniment moins soucieux des aspirations de la population...

Gestion sociale et démocratie communale

La politique du Parti Communiste Français dans ses municipalités c'est, d'abord, une politique de « réalisations sociales » : des cités, une bibliothèque, un restaurant pour le foyer des vieux, une école, un chalet à Megève, une Maison des Jeunes, un gymnase, un CET, un nouveau groupe scolaire, des espaces verts, des colonies de vacances, une piscine, un hôtel de ville tout neuf, une nouvelle maison de vacances, un accroissement des activités de la caisse des écoles, tel est par exemple le bilan de cinquante années de gestion du Parti Communiste Français à la tête de la ville de Malakoff, dans la banlieue parisienne. Son programme pour les municipalités s'adresse en priorité aux couches laborieuses de la population.

En outre, cette politique sociale est prise en charge par les militants du PCF, actifs et dévoués, qui consacrent du temps à animer la vie de leur quartier et assurent le fonctionnement des associations culturelles, sportives, de locataires, de parents d'élèves, etc.

Mais s'il n'est pas rare de voir ces municipalités en appeler à la mobilisation de la population et organiser, élus municipaux en tête, des manifestations pour réclamer la construction d'un



Le PCF n'hésite pas à mobiliser la population. Mais toujours dans le cadre de sa propre politique.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET LE BUDGET COMMUNAL

Dans les communes ouvrières, les municipalités communistes se trouvent dans la position soit d'essayer de gérer la commune avec des crédits insuffisants, soit d'augmenter les impôts locaux.

Les élus du Parti Communiste Français essayent de dénoncer cette situation. Dans la plupart de leurs municipalités, ils en ont appelé au soutien de la population, organisant manifestations, référendums, pétitions, pour refuser le recours à l'augmentation des impôts locaux et réclamer des subventions supplémentaires de l'Etat.

Et désormais ils votent systé-

matiquement des budgets en déséquilibre, c'est-à-dire dont les dépenses ne sont pas couvertes par des recettes équivalentes.

Les préfets refusent bien entendu de tels budgets et font pression pour que les dépenses soient couvertes par l'augmentation des impôts et taxes locales.

On comprend l'hostilité des élus du PCF à ces solutions : l'augmentation des impôts et des taxes locales provoquerait le mécontentement de la population et ferait fuir commerçants et industriels frappés par une patente trop élevée.

L'avis d'un maire communiste

« Vous êtes maire communiste. Je voudrais savoir ce qu'est pour vous un maire communiste, quel est son rôle ?

— Un maire communiste, c'est celui qui est désigné par le parti pour représenter le peuple, la masse populaire. Mais il est désigné par le parti, donc c'est devant le parti qu'il est responsable, avant tout.

— Et quel est son rôle ? Quel le politique doit-il mener ?

— Il doit autant que possible avoir une politique de bon administrateur, avant tout, c'est-à-dire montrer que les communistes sont capables d'administrer éventuellement d'une façon correcte, mais bien sûr dans le sens de l'intérêt général et surtout de l'intérêt populaire. (...)

— Dans un autre domaine, est-ce que vous avez des problèmes avec les industriels ? Est-ce que ceux-ci hésitent à s'implanter dans les villes à municipalité communiste ?

— Ce n'est pas possible que les industriels refusent de s'implanter dans une ville communiste. La plupart des villes communistes ont une main-d'œuvre ouvrière qualifiée, particulièrement valable, et les industries de pointe ont absolument besoin de cette main-d'œuvre. Les tentatives faites par un certain nombre d'industries pour s'implanter dans des campagnes, où la main-d'œuvre était abondante mais peu qualifiée, ont finalement été coûteuses pour ceux qui le faisaient. Donc, en général, ils préfèrent prendre les risques. Mais je dois dire que les industriels obtiennent dans de nombreuses communes, même de gauche, mais peut-être moins rigoureuses que nous au point de vue idéologique, des réductions de patente importantes et qui les encouragent à s'y installer. Toutefois, dans la ville que j'ai l'honneur d'administrer, il y a eu un certain nombre d'installations, et je ne pense pas que nous ayons souffert de l'étiquette de rouge que porte notre ville.

— Est-ce que les patrons n'ont pas peur qu'il y ait plus de grèves dans une ville communiste ?

— Il n'y a pas plus de grèves dans une ville communiste que dans la plupart des autres. En général, la municipalité communiste, sans encourager spécialement les grèves et sans défendre le patronat, peut jouer un rôle d'arbitre utile à la population ouvrière, en évitant par exemple les renvois importants et en obtenant éventuellement, par son intervention, des conditions que les syndicats souhaitent, au moins en partie.

— Vis-à-vis de la population ouvrière, vous devez rencontrer aussi un certain nombre de problèmes. Je pense par exemple aux impôts locaux.

— De toute façon, nous avons comme principe absolu de supprimer le plus possible, dans la mesure où la loi nous y autorise, les impôts qui portent à égalité sur les personnes, sans tenir compte des revenus, par exemple les impôts sur la collecte des ordures, l'installation de caniveaux... Ça n'existe pas chez nous et le quotient correspondant est bien sûr reporté sur les revenus, ce qui est finalement plus juste. »

dossier

des municipalités
pour quoi faire ?

les révolutionnaires

La démocratie municipale : vivre autrement

Pour que la démocratie municipale soit autre chose qu'une clause de style, tous les élus municipaux ne doivent pas se considérer comme les dirigeants de la vie municipale, appliquant la politique de leur conviction, avec le soutien ou non des habitants, mais comme des représentants qui se placent volontairement sous le contrôle et sous la direction de la population. Tous les moyens matériels de la municipalité, locaux, édition de brochures, tracts et publications diverses, seraient mis à l'entière disposition de la population. La constitution de comités de locataires, de chômeurs, de ménagères, de petits paysans en serait matériellement grandement facilitée.

Cette prise en charge par la population elle-même de ses intérêts signifierait un souci constant de la municipalité de la mobiliser sur ses problèmes.

Pour la police, par exemple — qui serait toujours composée des mêmes policiers, remplissant le même rôle répressif (puisque cela ne dépend pas de la municipalité, mais du pouvoir central) —, la municipalité doit appeler les habitants de la commune à contrôler ce qui se passe dans les commissariats, à demander des comptes à la

police sur toutes les « bavures », les « passages à tabac », les morts « inexplicables », à mener une enquête publique dès qu'une affaire éclate.

Quant aux hôpitaux, une municipalité révolutionnaire n'aurait sans doute pas la possibilité de débloquer pour eux des crédits. Mais là aussi, elle devra appeler les malades, leurs familles et tous ceux qui travaillent dans les hôpitaux à dénoncer le scandale du manque d'équipement et de personnel. Loin de discréditer les hôpitaux publics, une telle information, soulevant l'indignation de tous, serait capable de mobiliser la population contre l'administration et de lui faire au moins prendre un certain nombre de mesures.

En bref, une municipalité révolutionnaire aurait pour souci d'appeler la population — employés de ces administrations comprises — à mettre son nez dans toutes les administrations, à en faire des maisons de verre. Car, il faut le répéter, l'objectif des révolutionnaires est de faire prendre en main par la population laborieuse l'ensemble des affaires de la commune, en attendant qu'elle prenne en main celles de l'Etat tout entier.

Ce qui pourrait changer pour les travailleurs et les chômeurs

Il ne suffira pas d'envoyer des révolutionnaires au conseil municipal pour que les usines échappent aux patrons, que les travailleurs aient leur temps de travail réduit, leurs salaires augmentés et la sécurité dans les ateliers. Cela, seule la lutte peut l'imposer.

Cela ne veut pas dire que l'élection d'une municipalité révolutionnaire ne changerait rien. Au contraire. Les travailleurs trouveraient à l'extérieur de l'entreprise un appui moral, matériel et politique. Le soutien de la municipalité aux grévistes, par exemple, la mobilisation de la population pourraient être décisifs : pour empêcher une intervention policière, organiser la solidarité, informer largement de l'attitude des patrons et du sens de la lutte des travailleurs.

Les chômeurs également pourraient avoir d'autres perspectives que le pointage démoralisant au bureau de chômage, une allocation qui a un caractère de charité et l'isolement moral et matériel. Les bureaux de chômage peuvent devenir un lieu de rassemblement des travailleurs, dans lequel on pour-

ra, par exemple, recenser toutes les usines qui imposent un horaire de plus de 40 heures, organiser des rassemblements de chômeurs à la porte des entreprises où les travailleurs revendiquent une diminution d'horaires, et, pourquoi pas, imposer l'embauche directe de chômeurs, etc.

La municipalité pourra aussi faire appel aux chômeurs pour remplir des tâches utiles à la collectivité, leur permettant ainsi de rester de plain-pied dans la vie et l'activité de la commune, de sortir de cette situation d'assistés qui est la leur, et empêchant la division de la classe ouvrière entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas.

Certes, tout ce programme ne prétend pas constituer une solution au chômage dans le cadre de la commune. Mais sa réalisation permettrait de montrer, au-delà du cadre de la commune, à l'ensemble des travailleurs et des chômeurs du pays comment le chômage, loin d'être une fatalité, est une conséquence de l'organisation capitaliste de la production.

Les buts et les limites d'une municipalité révolutionnaire

Les mille et une difficultés quotidiennes de la population laborieuse, les problèmes qui surgissent au niveau local, débouchent inévitablement sur ceux de l'organisation sociale capitaliste en général et posent concrètement la nécessité de transformer de fond en comble toute la société.

Une municipalité révolutionnaire aurait à montrer cela à l'ensemble de

la population. Mais son but principal serait que l'ensemble de la population prenne son sort en main.

Une municipalité révolutionnaire ne pourrait vivre qu'en requérant sans cesse, de chacun, plus de participation, plus d'initiatives. Les opprimés ont d'immenses possibilités quand ils décident de prendre réellement leur vie en main, quand ils font

l'apprentissage de la force collective et de la solidarité humaine. Et c'est justement dans le cadre de la commune que l'apprentissage de la démocratie, de la résolution collective des problèmes peut se faire le plus facilement.

Hors d'une telle mobilisation, une municipalité révolutionnaire tomberait forcément dans les ornières d'une gestion locale,



Pour changer le rapport de force, les travailleurs devront lutter contre leurs patrons... même dans le cadre d'une municipalité révolutionnaire !

Les travailleurs et les problèmes des autres catégories sociales

Que pourraient faire les travailleurs d'une municipalité révolutionnaire vis-à-vis des petits commerçants ? S'engageraient-ils à régler des problèmes qui découlent de leur place dans la société capitaliste ? Promettraient-ils, par exemple, une diminution de la patente ou bien une disparition de la taxe d'apprentissage ?

Nous ne le savons pas, car même une municipalité révolutionnaire animée des meilleurs sentiments à l'égard des petits commerçants n'aurait pas d'autres ressources que celles d'un budget communal de toute façon bien étreint.

Par contre, les travailleurs se doivent d'offrir leur alliance à toutes les couches de la population laborieuse contre l'Etat capitaliste, qui est leur ennemi commun.

Les travailleurs auraient à expliquer comment cette lutte commune pourrait se traduire concrètement. Par exemple, il serait possible de soutenir les petits commerçants qui s'engageraient à ne pas pratiquer de marges bénéficiaires trop élevées, qui accepteraient de justifier leurs prix de vente devant les travailleurs et les ménagères, en cas de contrôles fiscaux ou de tracasseries administratives. Dès l'annonce de l'arrivée d'une brigade fiscale,

les ménagères, voire les travailleurs des usines du quartier pourraient se réunir immédiatement et sur place, devant la boutique contrôlée. L'action unie et solidaire de la population pourrait aussi faire reculer l'administration centrale.

Il s'agit là, bien sûr, du cadre général d'une politique ouvrière vis-à-vis des petits com-

merçants. Mais mettre en pratique une telle politique se trouverait automatiquement à l'ordre du jour dans une municipalité révolutionnaire. Car c'est justement dans ce cadre, là où ménagères et commerçants, artisans et travailleurs se rencontrent chaque jour, que cette politique peut et doit se concrétiser.

FAIRE BARRAGE AUX SAISIES ET AUX EXPULSIONS

Avec la crise, on a vu dans les quartiers populaires se multiplier saisies et expulsions.

L'huissier se présente avec la police. Ils viennent comme des voleurs, aux heures creuses, fracturent la porte si personne ne répond, emportent presque tout pour quelques centaines de francs. Ou ce sont les fourgons de police qui arrivent pour jeter la famille à la rue, vieux et enfants compris.

Ces actes ignobles ne se font pas avec l'assentiment de la population. Loin de là. Et une municipalité révolutionnaire organiserait cette hostilité permanente. Elle la rendrait agissante.

Elle demanderait à tous les employés des impôts et de la justice de la prévenir à l'avance quand une famille est menacée. Elle demanderait aux em-

ploés des PTT de surveiller le courrier qui s'y rapporte, de la tenir informée des lettres recommandées.

Elle appellerait les personnes menacées à faire connaître leur cas, pour qu'il soit possible aussitôt de battre le rappel des voisins et amis, de fabriquer tracts et affiches, pour appeler la population, élus municipaux en tête, à la rescousse. Elle conduirait tout ce monde devant les autorités responsables : que les officiers de justice osent alors défendre les expulsions !

Et si les huissiers étaient fermement pris à partie, chaque fois qu'ils se livrent à leur sale besogne, si les camions qu'ils arriveraient à faire remplir de meubles saisis étaient aussitôt déchargés, se trouverait-il beaucoup de ces personnages pour continuer à affronter les habitants ?

et les municipalités

technique et donc finalement bourgeoise de la commune.

Et c'est en définitive ce qui distingue les révolutionnaires des réformistes. Ceux-ci prétendent que, même sans l'appui et la participation des masses, on peut faire quelque chose qui sera mieux que rien, en discutant avec les pouvoirs publics, en négociant adroitement. C'est par là que se fait l'intégration au système et ensuite, une fois que cette intégration est réalisée, l'intervention directe des masses dans la vie politique apparaît comme un obstacle aux bonnes relations avec l'appareil d'Etat.

C'est pourquoi une municipalité révolutionnaire

ne peut rester révolutionnaire que si la municipalité n'est plus l'affaire des élus, mais celle de tous.

Et si les révolutionnaires se retrouvaient à la tête d'une commune sans que la population laborieuse ait conscience de la nécessité de prendre en main ses propres affaires, ils n'auraient plus qu'à se démettre, pour ne pas sombrer dans le réformisme.

Mais si, sous l'impulsion des révolutionnaires, les travailleurs d'une commune prennent leur sort en main, cette commune deviendra alors, dans le cadre de la lutte pour le renversement de l'Etat bourgeois, une tête de pont et un bastion de démocratie ouvrière.

LES LAISSES-POUR-COMPTÉ DANS LA VIE MUNICIPALE

Quelle place une municipalité révolutionnaire offrira-t-elle aux femmes ?

C'est la mode : on s'occupe beaucoup des femmes actuellement ! Pour regretter d'ailleurs, au cours de cette campagne des municipales, qu'il n'y ait que 716 femmes maires et qu'elles ne représentent que 4 % des conseillers municipaux !

Pourtant, d'après la grande presse et toutes les formations politiques, il n'y a vraiment aucune autre élection que les élections municipales où les femmes soient aptes à jouer leur rôle ! Les municipales, c'est bien connu, ce n'est pas de la politique c'est « du social » et cela va tout-à-fait aux femmes ! Nicole de Hauteclouque, gaulliste notoire, maire du XV^e arrondissement de Paris, a même été jusqu'à préciser : « La gestion d'une commune s'accorde très bien avec les qualités féminines, elle s'identifie à celles d'une maîtresse de maison » !

Et l'on voit les partis politiques présenter plus de femmes comme conseillers municipaux : le Parti Communiste avance le chiffre de 30 % sur ses listes (46 % à Paris), le Parti Socialiste 25 %... Les autres partis restent dans la vague !

Tous ces gens-là, quand ils discutent du rôle que devraient jouer les femmes dans une municipalité, c'est en terme de crèches, de garderies, d'écoles... toutes choses qui sont d'ail-

leurs insuffisantes en raison de la politique menée par l'Etat.

Bien sûr, une municipalité révolutionnaire essaierait de faire le maximum sur le plan des équipements sociaux. Et elle avancerait d'autres idées, en essayant de mettre en place une organisation sociale qui libère les femmes et leur permette de participer à la vie politique, à l'échelle municipale comme à l'échelle nationale. Ce que les féministes de droite ou les hommes politiques de droite qui font de la démagogie vis-à-vis des femmes oublient, c'est les raisons pour lesquelles les femmes sont si peu présentes dans les municipalités : pour une femme travailleuse, déjà astreinte à une double journée de travail, c'est quasiment impossible. L'organisation de restaurants collectifs, de laveries collectives, etc., pourrait permettre justement de libérer les femmes sur ce plan-là.

Mais ce qu'il y aurait surtout de fondamentalement différent entre une municipalité révolutionnaire et la plus démocratique des municipalités bourgeoises, ce n'est pas seulement qu'elle essaierait de faciliter la vie des femmes. C'est justement qu'elle ferait tout pour les faire participer réellement à la vie et aux décisions politiques de la commune.

Le socialisme, c'est lorsque



Etre maire ou maire-adjointe, comme dans le cas présent, voilà les postes que l'on laisse à la rigueur aux femmes. (Norma)

les cuisinières peuvent participer à la gestion de l'Etat, a dit quelque part Lénine. C'est justement au niveau des municipalités que les travailleurs et que les femmes pourront le plus facilement apprendre à gouverner.



Immigrés : LE DROIT A LA DIFFÉRENCE

Les travailleurs immigrés, privés en partie des droits politiques, syndicaux, juridiques élémentaires, menacés d'expulsion, n'ont aux yeux de la loi aucune possibilité de participer à la vie de la commune.

Une municipalité révolutionnaire lutterait contre la discrimination dont ils font l'objet. Contre le racisme d'abord, en mobilisant tous les travailleurs pour faire la chasse au racisme, en l'empêchant de s'exprimer, en intervenant à chaque incident, en organisant des boycotts des cafés, des magasins racistes, par exemple.

Elle lutterait également pour que les travailleurs immigrés aient les mêmes droits que les travailleurs français. Elle veillerait à ce que tous les services municipaux leur accordent les mêmes possibilités. Elle faciliterait l'intégration de tous les travailleurs immigrés qui le désirent : en organisant des cours d'alphabétisation, en les faisant participer à part entière à la vie de la commune.

Mais il y a aussi le cas des immigrés qui ne désirent pas s'intégrer purement et simplement dans la société française,

de ceux qui ne resteront que quelques années en France. Une municipalité révolutionnaire, non seulement respecterait leurs coutumes, leur désir de vivre en communauté par exemple, mais elle leur donnerait la possibilité d'installer leurs propres boutiques, leurs propres magasins, leurs écoles, etc.

Il ne s'agirait pas ainsi de les mettre à l'écart du reste de la population. Une municipalité révolutionnaire pourrait au contraire inciter les travailleurs français à ouvrir leurs maisons aux immigrés, comme elle pourrait aussi inciter ces communautés, les foyers par exemple, à s'ouvrir à la population de la commune, à lui faire connaître ses traditions culturelles. C'est à tous que cet enrichissement humain et culturel pourrait profiter.

Et c'est en développant ce genre de politique que les révolutionnaires pourraient sans doute gagner la sympathie des travailleurs immigrés, et un certain nombre d'entre eux aux idées communistes, ce qui ne pourrait que contribuer à la diffusion des idées révolutionnaires sur le plan international !

Donner aux re- traités un rôle social à jouer

Les vieux forment certainement une des catégories les plus défavorisées de la population.

En 1976, 2,3 millions de retraités, soit le quart, n'avaient pour vivre que 22 à 24,50 F par jour. Et la vieillesse, cela signifie la mise au rencart, le manque de relations humaines, de tout milieu social.

Certaines municipalités essayent, dans la limite de leurs possibilités, d'aider les vieux. Est-il possible de faire plus ?

Aujourd'hui, personne n'ose dire qu'il ne se sent pas touché par le problème des vieux et de leur isolement. Ce qu'une municipalité révolutionnaire pourrait faire, c'est s'appuyer sur ce sentiment pour organiser une certaine solidarité, mettre sur pied, par exemple, un réseau de surveillance pour qu'aucun vieux ne crève plus seul dans son coin.

Mais ce n'est là qu'un des aspects, technique celui-là, de ce qui peut être fait. Car le problème essentiel est d'intégrer



Une municipalité révolutionnaire aurait autre chose à proposer aux vieux que l'hospice. Elle travaillerait à les intégrer à la vie de la collectivité.

les vieux dans la vie collective.

L'isolement dans lequel ils se retrouvent souvent, après des dizaines d'années de vie sociale, les laisse amers ou résignés. Se sentant exclus et inutiles, ils se tournent plus vers le passé que vers l'avenir.

Pas seulement parce que la plus longue partie de leur vie est derrière eux, mais parce que la société ne leur offre aucune perspective pour le reste de leur vie. Pourtant, beaucoup d'entre eux ne demandent qu'à apporter à la collectivité leur

savoir, leur expérience, leur disponibilité et leur dévouement. Il n'est qu'à voir, aujourd'hui déjà, le nombre d'associations fonctionnant avec le bénévolat des retraités. Eh bien, ce rôle social des personnes âgées, une municipalité révolutionnaire se chargerait de le développer. Elle y ferait appel. Elle n'aurait d'ailleurs que trop besoin de toutes les bonnes volontés.

Et, ouverts vers l'extérieur et non plus repliés sur eux-mêmes, les retraités retrouveraient alors un goût et un sens à leur vie... et à celle des autres !

dossier

des municipalités pour quoi faire ?

Les relations entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste au travers des municipales

A gauche, ces élections ont été marquées par un accord qui ouvrait la voie à des listes d'union et qui se situait dans la logique de la politique d'Union de la gauche.

Cependant, si le PCF a vu dans cet accord (bien vague quant à ses modalités d'application) un contrat d'alliance exclusive et obligatoire, la direction socialiste n'avait engagé sa signature qu'avec certaines réticences. Elle entendait bien que des discussions aient lieu à l'échelon local et que chaque cas particulier puisse être pris en compte.

C'est que les intérêts des deux partis sont divergents.

Pour le PCF, il s'agit de pousser son partenaire électoral à s'engager toujours plus dans une politique unitaire. C'est une constante de sa politique. Toutefois, si le Parti Communiste proteste contre les manquements à l'unité du PS, il finit par accepter des compromis. D'abord parce qu'il n'a guère le choix. Mais surtout parce que, tout bien pesé, il gagne à cette opération. Grâce à ces listes d'union, le PCF va pouvoir entrer dans des mairies dont il était écarté. Il va ainsi voir croître le nombre de ses conseillers et à plus longue échéance celui de ses sénateurs (ceux-ci étant élus, entre autres, par les conseillers municipaux).

Le PS a toujours été plus implanté dans les municipalités que le PCF, et il tient nombre de mairies grâce à des accords noués au centre ou à droite. Réorienter sa politique municipale en direction du PCF n'est pas une mince affaire. On a d'ailleurs vu certains maires démissionner du PS, d'autres en être exclus pour avoir refusé l'alliance avec le PCF. Mais on a vu aussi des membres de la direction du PS et Mitterrand lui-même avaliser des listes socialistes homogènes, comme à Marseille et dans d'autres villes.

De la même façon, les socialistes veulent se tailler la part du lion dans les listes d'union lorsqu'elles sont constituées. Ils se revendiquent d'une « tendance à la hausse » de leur parti sur le plan national pour expliquer leur gourmandise (comme à Paris ou à Villeurbanne), ou bien de la continuité de la gestion municipale pour maintenir leurs candidats au poste de maire, comme à Clichy, ou encore de la nécessité de « battre la droite » pour écarter le PCF (qui effrayerait l'électorat), comme à Marseille.

Le PS est en position de force et en profite. Mais si sa fermeté sert une somme de petits intérêts électoraux précis, elle atteste surtout aux yeux de la bourgeoisie que le Parti Socialiste est fort capable, dans la perspective de son accession au gouvernement, de tenir la dragée haute au PCF.

Le PC, quant à lui, ne cesse de dénoncer cette attitude du PS et se donne un petit air radical vis-à-vis de ses propres militants. Mais en fait, tout cela ne concerne que les intérêts de boutique respectifs de ces organisations et le PC n'offre aucune autre perspective que le PS aux travailleurs.

Une mairie "républicaine et révolutionnaire" au Creusot en 1871

Jean-Baptiste Dumay est un ouvrier des aciéries Schneider, « l'Usine » du Creusot, à la fin du Second Empire. A cette époque, Schneider du Creusot est l'une des plus grosses, sinon la plus importante usine du monde, avec ses 10.000 salariés.

Militant à l'Usine, Dumay est renvoyé. Il organise alors l'opposition « républicaine et révolutionnaire ». Et c'est à ce titre qu'il est nommé maire du Creusot après la proclamation de la République en septembre 1870.

Maire, il va défendre les intérêts de la population laborieuse contre ceux de l'Usine. Il commence par reprendre les différents problèmes traités par la mairie, les dernières années et montre, à l'aide des archives de la ville, que les décisions prises le sont toujours en faveur de l'Usine. Il révoque le commissaire de police qui s'était illustré dans la répression ouvrière lors des grandes grèves. Il organise aussi des réunions publiques régulières, où il rend compte aux travailleurs des activités de la mairie. De toute façon, dès qu'une décision est prise à la mairie, elle est systématiquement affichée dans les endroits connus de la ville.

Il va aussi organiser la garde nationale, composée de 3.000 ouvriers de l'Usine. Il impose à la pré-

lecture que le corps des officiers soit élu par l'ensemble des soldats. Il réquisitionne aux aciéries des piques en fer, pour armer la garde nationale (dans le cadre de la guerre de 1870-71 contre les Prussiens).

Il doit aussi tout le temps se battre contre l'Usine, qui fait pression sur le gouvernement pour obtenir sa révocation, qui lance à travers la ville un nuage de calomnies pour le déconsidérer, qui arme des provocateurs pour envenimer la situation.

Mais le gouvernement hésite à révoquer Dumay, car il a peur de la population ouvrière du Creusot. Il va attendre plusieurs mois. Mais en mars, lors de la Commune de Paris, il est révoqué. Alors, à la tête de la garde nationale, il va proclamer la Commune du Creusot le 24 mars 1871, en solidarité avec Paris, pour la « République sociale ».

Mais, comme dans le reste du pays, la Commune est écrasée, isolée.

Ce qu'a fait Jean-Baptiste Dumay dans le cadre de la légalité n'est plus possible aujourd'hui. La bourgeoisie a compris la leçon et les droits des maires ont été bien limités.

Mais les Mémoires d'un militant ouvrier du Creusot (de Jean-Baptiste Dumay, édités chez François Maspéro) montrent bien quels intérêts peut servir une mairie révolutionnaire.

Les révolutionnaires dans la campagne des municipales

Les révolutionnaires seront présents dans les élections municipales qui vont se dérouler le mois prochain. Lutte Ouvrière, la Ligue Communiste Révolutionnaire et l'Organisation Communiste des Travailleurs ont en effet conclu un accord qui permettra aux révolutionnaires d'être présents dans la campagne électorale dans un certain nombre de grandes villes.

Certes, aucune des trois organisations n'attend que de ces élections sortent ne serait-ce qu'une ou plusieurs municipalités révolutionnaires.

Ils savent qu'actuellement la population laborieuse est loin de leur accorder et d'accorder à leur politique le crédit nécessaire pour cela, sans compter que la loi électorale ne leur permettra pas d'avoir le moindre élu dans ces grandes villes.

Mais pour les trois organisations, la présence dans cette campagne sera l'occasion de dénoncer, à partir des problèmes locaux qui font la matière première traditionnelle de ces élections, les conditions de vie qui sont faites à la population laborieuse.

Elle sera aussi l'occasion d'expliquer ce que pourraient être des municipalités réellement au service de la population : non pas des îlots de socialisme échappant au carcan de l'Etat bourgeois, mais un point d'appui pour l'organisation des travailleurs et pour leurs luttes, un point d'appui pour la création d'autres types de relations sociales.

Enfin, les révolutionnaires ont à intervenir sur un troisième plan, qui nous semble particulièrement important à nous, Lutte Ouvrière, par rapport à la politique des partis de l'Union de la gauche.

Depuis maintenant plusieurs mois, tous les états-majors politiques et toutes les têtes d'affiche se sont mobilisés. Dans le camp de la droite comme dans le camp de la gauche, chacun tente d'occuper en vue de cette bataille le maximum de terrain.

En fait, si ces municipales agitent ainsi tout le monde politique, exacerbant les querelles internes de la gauche et de la droite, c'est que pour tous elles sont la répétition générale des élections législatives de 1978.

Tout le monde parle des élections, mais la crise, elle, est bien là, et ses conséquences s'accroissent chaque jour pour la population laborieuse à

LUTTE OUVRIÈRE

RAIT LE MARDI HEBDOMADAIRE N 132 SEMAINE DU 9 AU 15 MARS 1971 PRIX



En 1971, les révolutionnaires étaient déjà présents dans la campagne des municipales.

qui la bourgeoisie en fait payer les frais. Et au lieu d'organiser les luttes, d'organiser la riposte, de défendre pied à pied le niveau de vie des travailleurs, les partis de l'Union de la gauche, les organisations syndicales se mobilisent... sur les élections et essaient de faire croire aux travailleurs que toute amélioration de leur sort dépend de la victoire électorale et de leur participation au gouvernement.

Mais en réalité, c'est en candidate à la gestion des affaires de la bourgeoisie qu'ils se proposent. Une fois au pouvoir, ils expliqueront qu'il faut d'ailleurs payer les pots cassés par la gestion précédente et se serrer la

ceinture. Il ne servirait à rien aux travailleurs, aux prochaines législatives, de chasser par leur vote la droite du gouvernement, si c'est pour y amener une gauche qui mènerait une politique semblable.

Et s'il faut que des listes révolutionnaires soient présentes dans cette campagne électorale, c'est pour permettre aux travailleurs de voter contre la droite sans cautionner la politique des partis de la gauche, de montrer qu'ils sont conscients que, face à la crise, rien de fondamental ne peut être résolu par les élections. Ils ne doivent et ne peuvent compter que sur leurs luttes.

Quand les instituteurs refusent, Haby n'a pas la loi

Le syndicat national des instituteurs a lancé un mot d'ordre de boycott de la réforme Haby pour la rentrée de 1977, en ce qui concerne l'application de deux points.

Il s'agit de l'âge d'entrée au cours préparatoire que le ministre de l'Education veut porter pour certains élèves à 5 ans au lieu de 6 (alors qu'il veut dans le même temps supprimer les possibilités de doublement pour les enfants qui ne suivent pas). Et en deuxième lieu il s'agit des classes de sixième, pour lesquelles le SNI réclame le maintien des horaires actuels dans les matières fondamentales et le dé-

doublement des classes supérieures à 24 élèves.

La réponse de Haby ne s'est pas faite attendre. Il s'est senti bafoué, tout ministre de l'Education qu'il est, et il s'est insurgé contre ce qu'il appelle « une franche insubordination dont nous n'avons pas l'habitude (...) Je ne peux pas laisser parler un syndicat de façon aussi ouverte d'insurrection contre le gouvernement sans réagir ».

Que les instituteurs refusent — malgré la loi votée par le Parlement — des mesures de prestige permettant de favoriser les enfants qui ont des facilités en laissant pour compte les au-

tres, qu'ils refusent les classes surchargées dans lesquelles il est impossible de s'occuper des élèves qui ont le plus de mal à suivre, cela ne serait pas dans les attributions du Syndicat National des Instituteurs, si on voulait en croire Haby. Il accuse le SNI d'être atteint de « prurit électoral ».

Haby est irrité, il tape du pied. Même si le mot d'ordre lancé par

le SNI n'était qu'un geste de propagande, sans application, ce geste bafoue la loi et le gouvernement. Il montre que ce n'est pas parce que Haby ou d'autres l'ont décidé qu'il faut obtempérer.

Si tous les gens qui exécutent savaient dire « non », on verrait bien que le gouvernement n'est pas si fort que ça.

Louis GUILBERT.



Semaine d'action à la radio et à la télévision

Samedi 12 février, les artistes-interprètes qui organisaient un second gala de soutien à la grève commencée le 18 novembre affirmaient leur volonté de continuer la lutte.

En même temps, c'est l'ensemble du personnel de la radio et de la télévision qui se met en grève selon un calendrier mis en place par les syndicats pour la semaine qui s'étend du 15 au 23 février, jour de grève générale pour l'ensemble.

Le personnel des sociétés issues de l'éclatement de l'ORTF en juillet 1974, comme les artistes-interprètes, veulent une garantie de l'emploi. En effet l'utilisation toujours plus importante de feuilletons et de films condamne le personnel au sous-emploi.

Comme les artistes-interprètes, comme les réalisateurs qui ont eux aussi fait une semaine de grève, les employés et techniciens de la radio et de la TV exigent que leur emploi soit assuré par un volume d'heures de travail garanti.

Depuis deux ans qu'a eu lieu l'éclatement, rien n'a été réglé en ce qui concerne les conditions de travail. Le personnel des différentes sociétés réclame une convention collective commune, afin que les employés puissent, par exemple, comme du temps de l'ORTF, passer d'une branche à une autre, ou d'une société à une autre, sans perdre leur qualification ni les avantages acquis. Bien sûr, à ce type de revendications, qui est au fond une remise en cause de l'éclatement, les P-DG des différentes sociétés font la sourde oreille.

De même, le personnel se bat

pour une production de meilleure qualité. Cette revendication, malgré les accents chauvins quant à la sauvegarde de la « production française » dont certains voudraient la parer, n'en est pas

moins justifiée et concerne aussi les téléspectateurs.

Le personnel de la radio et de la télévision, comme les artistes-interprètes qui luttent pour leur

emploi et leurs conditions de travail, doivent pouvoir compter sur la solidarité de tous les travailleurs.

Patricia MULLAN.

Les patrons spéculent sur le racisme pour diviser les travailleurs

Au cours d'une grève menée par les travailleurs immigrés d'une entreprise de céramique à Neuville-en-Ferrain, près de Tourcoing, les ouvriers français non-grévistes ont signé et envoyé au préfet du Nord une lettre accusant les travailleurs immigrés d'être les fauteurs de troubles. Ils demandent leur extradition car, précisait la lettre : « Nous avons des amis, des connaissances, tous prêts à prendre la place des grévistes. Nous voulons pouvoir travailler en paix, en toute sérénité ! ».

Peut-être ces travailleurs ont-ils subi la pression du patron. C'est du moins ce qu'affirme l'union départementale CGT du Nord. Quoi qu'il en soit, des ouvriers français ont été complices du patron, volontairement ou non et c'est grave.

Le patronat a toujours eu pour politique de disposer comme bon lui semblait d'un volant de main-d'œuvre immigrée, qu'il embauche ou licencie à volonté. Mais ce qui est nouveau et pourrait se reproduire en cette période de

crise, si les travailleurs le permettaient, c'est que les patrons cherchent à s'assurer la complicité des travailleurs français pour effectuer la basse besogne qui consiste à jeter sur le pavé des travailleurs immigrés dès que ça les arrange.

A Neuville-en-Ferrain, le patron l'a fait en spéculant sur les préjugés racistes et xénophobes. Ailleurs, ce pourrait être contre les vieux, ou contre les jeunes, ou contre les femmes, etc... Tout est

bon pour dresser les travailleurs les uns contre les autres.

Il est scandaleux et indigne que des travailleurs puissent se prêter à ce jeu. En s'attaquant tantôt à une tantôt à une autre catégorie de travailleurs, plutôt qu'aux patrons seuls responsables de la crise et du chômage, on ne ferait que diviser un peu plus la classe ouvrière et la rendre impuissante.

Odette DYLAN.

NOUS VOILA PREVENUS !

Près de 60 % des travailleurs de la métallurgie gagnent moins de 2.500 F par mois, indique la fédération CGT des métaux dans son étude annuelle des niveaux de salaires dans cette branche. 21 % des 2.500.000 métallistes gagnent moins de 2.000 F mensuels.

Aussi, à juste titre, la CGT revendique la revalorisation des bas salaires. Comment vi-

vre décemment avec moins de 2.500 F par mois ?

Mais attention ! Dans cette période d'élections, la CGT sait être responsable. Il ne s'agit pas d'avancer des revendications trop élevées. Il ne faut pas faire frémir de peur patrons et actionnaires. En avançant le mot d'ordre de « pas de salaire inférieur à 2.000 F », la CGT ne prend pas de risques de ce côté.

CORSE :

Contre les cumuls de terre, les paysans occupent des domaines

En Corse, une soixantaine de paysans ont occupé, ces jours derniers, six domaines, dont ceux de deux gros propriétaires, dans le but d'obtenir la création d'une SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Équipement Rural) et l'arrêt du cumul des terres par de gros propriétaires étrangers à l'île.

Dans les départements où existe une SAFER, celle-ci a un droit de préemption sur les ventes des terres. Elle les revend ensuite sans bénéfice aux paysans. Ses interventions peuvent, dans une certaine mesure, freiner les cumuls de terres et leur accaparement par des non-exploitants. Et cela fait longtemps que les paysans corse réclament la création d'une telle société chez eux.

Mais, quinze ans après le lancement à grand fracas de ces organismes semi-publics, les pouvoirs publics font toujours la sourde oreille, si l'on excepte les promesses faites après les événements d'Alger, en 1974, et aussitôt oubliées.

Si nous ne pouvons qu'être solidaires des revendications des paysans corses, force est de reconnaître qu'elles ne régleront pas le problème. L'existence d'une SAFER ne supprimera pas cette revendication élémentaire dont le bien-fondé ne se discute même pas : « La terre à ceux qui la travaillent ! ».

Gaston DEVAU.



NORMACEM (Lyon) :

Le trust CEM se reconvertit sur le dos des travailleurs

En décembre à Normacem (Lyon), quatre jours ont été chômés, puis encore quatre jours en janvier, et de nouveau un à trois jours en février suivant les ateliers. Avec les jours chômés indemnisés à 50 %, cela représentait sur la paye de janvier un trou de 200 F sur un salaire moyen... alors que dans le même temps, la direction n'accordait qu'une augmentation de 0,5 % par mois !

Il y a un an et demi, plusieurs centaines de travailleurs de l'usine Parvex de Dijon (CEM - moteurs électri-

ques) étaient licenciés. Depuis, sur presque toutes les usines de la CEM, et notamment dans la région lyonnaise, les mesures de réductions d'horaires, de mutations, de licenciements d'intérimaires, se sont multipliées.

En espérant peut-être que ce genre d'arguments convaincra les travailleurs de se serrer la ceinture, la direction de la CEM explique pour se justifier qu'elle subit la concurrence déloyale des pays de l'Est... En fait, le trust CEM (matériel électrique) profite de la crise pour se reconvertir. Il

délaisse les branches traditionnelles comme les moteurs au profit de branches nettement plus rentables pour le trust, en particulier celles liées à l'industrie nucléaire.

La direction cherche à favoriser la démolition en menaçant dernièrement d'aller jusqu'à la fermeture pure et simple des usines de La Buire (Lyon) et Décines (Rhône) si ses affaires ne s'arrangent pas...

Mais c'est peut-être la colère qu'elle trouvera.

Correspondant L.O.

ASSURANCES-EUROPE (Paris) :

Aux élections de délégués, le personnel soutient la section CGT de l'entreprise contre... les dirigeants de la CGT !

Cette année, les dirigeants du syndicat CGT des Assurances ont refusé de déposer auprès de la direction des Assurances Europe la liste des candidats de la section syndicale CGT pour les élections de délégués du personnel, qui ont eu lieu le mardi 15 février.

Cette section syndicale, qui existe depuis cinq ans, avait déjà été menacée de ce type de re-

présailles de la part de représentants du syndicat, extérieurs à l'entreprise, qui lui reprochent d'être animée par des militants révolutionnaires et de défendre des revendications telles que 2.500 F par mois minimum et 300 francs pour tous, alors que ce sont pourtant des revendications mises en avant par le personnel lui-même.

Cette année, les dirigeants du

syndicat sont donc passés aux actes. Incapables de proposer une autre liste de candidats, ils ont tout simplement décidé qu'il n'y aurait pas de liste CGT, contre l'avis même des syndiqués. L'an dernier, la section CGT avait été la seule à présenter des candidats et ses six délégués (élus avec 55 % des voix) étaient donc les seuls à représenter les employés de cette entreprise de 500 personnes auprès de la direction.

Inutile de dire que les employés ont été indignés de ces méthodes et l'ont fait largement savoir lors des réunions que les délégués CGT ont tenues dans les services pour les informer et les appeler à s'abstenir ou à voter blanc au premier tour des élections.

Et, bien que cette année la SNAMAT, le syndicat autonome, et FO, créé depuis décembre 1976, aient présenté chacun une liste, le quorum n'a pas été at-

teint. Dans le premier collège, sur les 433 inscrits, il n'y eut que 119 suffrages exprimés (il y a eu 192 abstentions et 120 bulletins blancs) et un deuxième tour doit être organisé la semaine prochaine.

Les résultats du vote constituent donc un désaveu de l'attitude antidémocratique des dirigeants CGT.

Correspondant L.O.

PCUK (Villers-St-Paul)

Un Comité d'établissement sans "complexe"

A l'usine PCUK de Villers-Saint-Paul (Oise), le Comité d'établissement n'y va pas de main morte : il veut construire un « complexe socio-culturel et sportif » qui va coûter plus de deux milliards anciens ! Un budget de cinq millions anciens a été voté pour réaliser une étude. Le directeur de l'usine, imaginant tous les avantages de prestige d'une pareille réalisation, y a apporté son approbation.

Peu de travailleurs étaient au courant de ce projet, alors que c'est pourtant de l'argent qui est censé être utilisé pour eux qu'il est question. C'est finalement un « écho » dans le bulletin Lutte Ouvrière de l'usine et surtout un tract de réponse de la CGT, majoritaire au CE, qui le rendit vraiment public. Dans son tract la CGT, au milieu d'injures diverses contre Lutte Ouvrière, promettait néanmoins d'informer le personnel. Et effectivement une plaquette d'explication fut alors diffusée. On apprit qu'étaient prévus une piscine à trois bassins, une salle omnisports avec boulo-drome de 32 pistes, une salle d'activités multiples pouvant accueillir 1.500 personnes. Les travailleurs commencèrent alors à s'inquiéter et les commentaires allaient bon train : « Qui profitera de tout ça ? », « 32 pistes, à quoi ça sert ? ». D'autant qu'au même

moment le CE refusait de subventionner les colonies de vacances, qui viennent de doubler leurs prix, obligeant certains parents à renoncer à y envoyer leurs enfants, et que la cantine, gérée par le CE, vient d'augmenter.

Le CE de PCUK est un CE relativement riche, puisqu'il a 150 millions anciens d'excédent. Mais cela ne sert à rien aux travailleurs. Bien au contraire : la plupart des syndicalistes de l'usine ne pensent plus aujourd'hui qu'en termes d'emprunts bancaires, remboursements, gestion d'un capital, et se désintéressent de faire des réunions politiques dans l'entreprise.

Correspondant L.O.

CHAUSSEON (Gennevilliers)

Une seule cloche : la direction

La direction jubile dans ses Nouvelles brèves. Elle a gagné son procès contre le CE de la SECAN avec l'interdiction de faire des réunions politiques dans l'entreprise.

Ouf, la direction a eu chaud ! Rendez-vous compte : les ouvriers qui s'intéressent à leur avenir et qui entendent un autre son de cloche que celui du patron ou de Giscard !

La direction a vu rouge, elle a attaqué en justice. Les ouvriers, ses esclaves, ne doivent pas penser à leur avenir, ils doivent laisser leur tête au vestiaire.

Chausson et Giscard ne supportent pas de voir les pauvres faire de la politique à l'usine. Raison de plus pour en faire.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Chausson - Gennevilliers.

SNIA (St-Eloi)

C'est pas du bidon... c'est une citerne !

Vexés de se voir accusés de poser leurs illustres signatures en bas d'accords que certains qualifient de bidons, FO, la CGC et la CFTC s'enorgueillissent d'une série de prodigieuses augmentations : 2 % pour le premier trimestre, et 2 % à compter du 1^{er} janvier... Il leur en faut peu pour chanter victoire, alors que le coût de la vie augmente au moins de 4 % par trimestre.

En plus, ils se félicitent de la faramineuse prime de salissure qui passe de 30 à 33 centimes ! La CFTC a fait les troncs des églises ou quoi ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de la SNIA Saint-Eloi - Toulouse.

RENAULT-BILLANCOURT

Le compte n'y est pas !

Lundi dernier, nous avons eu notre fiche de paie. Cette der-

nière a provoqué un certain mécontentement.

Ainsi, bon nombre de camarades pensaient qu'il y avait des erreurs. Effectivement, cette feuille est tellement claire qu'on a du mal à s'y retrouver.

Une chose est certaine : c'est qu'au-delà des éventuelles erreurs, c'est le fond qui ne va pas. Bien sûr, nous ne touchons pas assez et on a beau la retourner dans tous les sens, le compte n'y est pas.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Renault-Billancourt.

RATP

Collision sur la ligne Porte de Pantin-Place d'Italie

Jeudi dernier dans la matinée, une collision a eu lieu sur la ligne n° 5 ; une rame vide qui sortait d'une station de lavage est venue percuter l'arrière d'un train de voyageurs entre Gare du Nord et Gare de l'Est. Quelques voyageurs ont été contusionnés et le trafic interrompu jusqu'à vers 16 heures.

Il existe sur d'autres lignes des systèmes de sécurité qui rendent impossible ce genre de collision entre voies de garage et voies principales. Mais ces systèmes ne seront officiellement mis en pla-

ce sur l'ensemble du réseau que dans plusieurs années.

En attendant, on continuera peut-être à voir des collisions se produire avec des conséquences plus ou moins graves... Pour la direction de la Régie, la sécurité des voyageurs est loin de passer avant tout ; ce qui prime, c'est la rentabilité. Vraiment, une drôle de conception du service public !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - RATP - Réseau ferré.

Il était temps !

A la fin de l'année commencera le renouvellement des voitures qui datent de plus de trente ans par de nouvelles voitures, les MF 77.

Nous ne pouvons que nous réjouir de ces mesures, en pensant qu'il était temps.

En effet, un certain nombre de rames arrivent à la limite de leur fonctionnement.

Quand il s'agit de renouveler du matériel militaire, le gouvernement est toujours prêt à débloquer les crédits. Mais quand il s'agit d'un service public, comme la RATP, le matériel est poussé jusqu'à la dernière limite.

En tous cas cela prouve qu'il est très possible de moderniser le matériel. Espérons seulement qu'il ne faudra pas dix ans pour remplacer les 1.600 voitures qui ont plus de 25 ans.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - RATP - Réseau ferré.

LUTTE OUVRIERE

Grève victorieuse à la Ferroviaire

La Ferroviaire est une entreprise spécialisée dans le nettoyage des trains. A Masséna, elle emploie plus de 200 travailleurs, avec lesquels elle se comporte en véritable négrier.

Plus méprisées parce que ce sont des femmes émigrées, les travailleuses chargées du « décrassage » intérieur des voitures doivent utiliser des produits suffoquants et corrosifs. Leurs gants de caoutchouc sont percés à la fin de la journée, mais il faut parfois une semaine pour obtenir qu'ils soient changés. Certaines nouvelles embauchées sont réparties au bout d'une heure de travail, écorchées.

La CGT, unique syndicat à Masséna, appelait le 20 janvier à deux heures de débrayage au niveau de tous les chantiers de la région parisienne, pour obtenir une réunion paritaire, « pour une

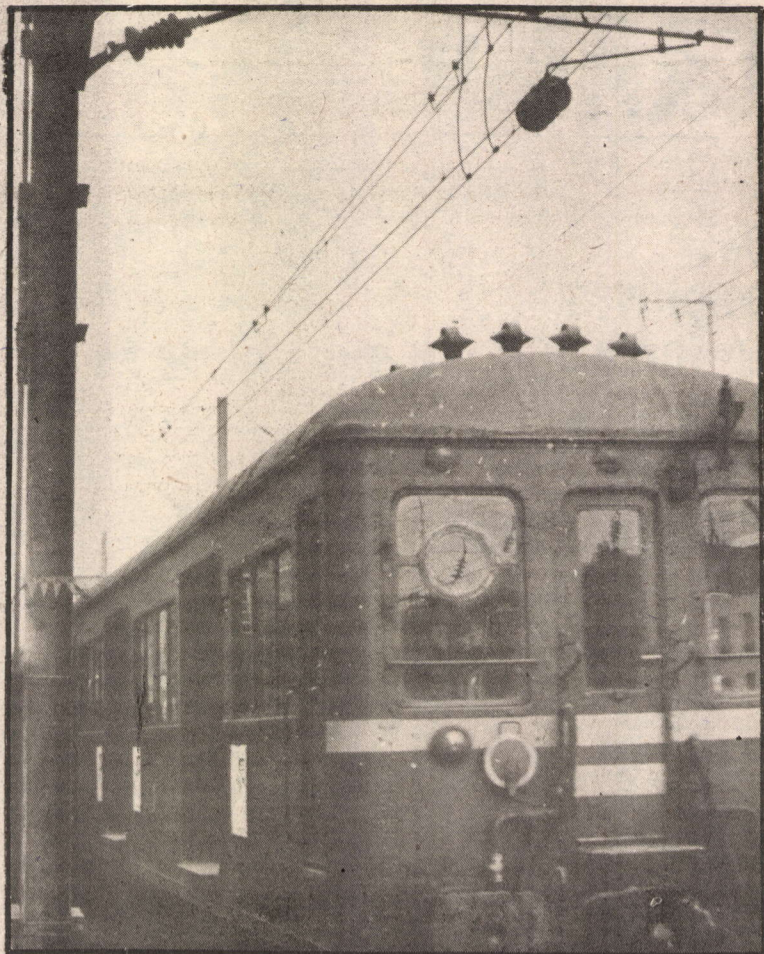
augmentation des salaires et le treizième mois ». A Masséna, où le taux horaire tourne autour de 9,50 F (1.800 F par mois pour 44 heures), l'appel a été largement suivi. Dans la nuit, l'encadrement SNCF appelle la police. Celle-ci ne constate rien et repart. Mais la Ferroviaire n'en reste pas là. Elle accuse un délégué du personnel d'avoir enfermé quatre femmes non-grévistes dans le Capitole et prononce son licenciement. Elle va jusqu'à proposer aux quatre femmes de se mettre en maladie, en leur promettant de les payer, pour appuyer ces accusations.

Immédiatement, l'équipe de nuit se met en grève illimitée, suivie par les autres équipes en 3x8. Le syndicat CGT de la Manutention-Travaux connexes et Aéroportuaire, qui avait lancé le débrayage de deux heures, ne parle

plus que de « démarches auprès de la direction » pour la faire revenir sur sa décision. Mais c'est bien la grève, suivie à près de 80 % pendant six jours, qui obligera celle-ci à céder. Après avoir été muté à Vitry, le délégué reprendra son ancienne place le 1^{er} mars.

Tout au long du conflit, la SNCF a prêté main forte à la Ferroviaire. Après avoir appelé la police, elle a ordonné à ses gardiens d'interdire l'accès du chantier au délégué. Il est vrai que c'est là un service rendu pour un autre. En mars 1975, lors de la grève des cheminots, la Ferroviaire voulait obliger ses employés à jouer les jaunes, à mettre par exemple le fuel dans les trains. Ce à quoi ceux-ci avaient d'ailleurs répondu par une journée de grève.

Correspondant LO.



NORTON (La Courneuve)

Riposte à un licenciement

Un travailleur de chez Norton vient d'être licencié. La direction, après l'avoir fait espionner pendant un mois, n'a rien trouvé d'autre pour justifier ce licenciement qu'une soi-disant « insuffisance de travail ».

Ce qui est tout aussi choquant, c'est que le chef qui est à l'origine de la sanction, celui qui a constitué le « dossier » et fait

un sale boulot de basse police, est à la CGT, membre du bureau, représentant officiel de l'UFICT-CGT et membre du PCF !

Le seul tort du travailleur licencié était d'avoir déplu à ce chef.

Les travailleurs de l'entreprise, révoltés par ce licenciement arbitraire, ont répondu en grand

nombre, dès le lendemain du licenciement, à l'appel à débrayer lancé par la CGT et la CFDT. La CGT fit un amalgame de cette lutte contre le licenciement avec la lutte pour la cinquième semaine de congés payés, l'échelle mobile et bien d'autres choses. Et elle appela ces travailleurs qui étaient là, rassemblés, à reprendre le travail pour redébrayer le lendemain.

Et, malgré les protestations de la CFDT, de nombreux travailleurs, de syndiqués et même de délégués CGT, ils l'emportèrent. De même le mardi, quand il se proposèrent un débrayage pour le mercredi. A ce rythme-là, le nombre de grévistes a diminué de jour en jour. Cela n'empêcha pas la CGT de proposer le mercredi à la centaine de travailleurs qui n'étaient pas encore démobilisés...

une grève de vingt-quatre heures pour le jeudi.

Cette proposition, bien sûr, ne rallia pas grand-nombre...

En tout cas, fort de l'appui de nombreux travailleurs, le travailleur licencié qui effectue son préavis n'a pas abandonné. Il se prépare à contester son licenciement devant les Prudhommes.

Correspondant LO.

BESANÇON

Le Centre d'Aide par le Travail a déposé son bilan

Depuis plus d'un mois, les travailleurs handicapés et non handicapés du Centre d'Aide par le Travail de Besançon sont en lutte pour le maintien de l'emploi des moniteurs valides et le maintien du salaire au SMIC des travailleurs handicapés (LO n° 438).

Le Centre d'Aide par le Travail a été fondé en 1968 sous l'impulsion de la ville, des services de santé (DASS) et de diverses associations. Il regroupe 250 travailleurs (80 valides et 170 handicapés). Les ressources sont constituées par des fonds publics et par les travaux effectués (meubles, tapisserie, sous-traitances

diverses).

Le Conseil d'administration vient de déposer le bilan.

Le Conseil d'administration, constitué surtout de représentants patronaux de l'endroit, s'est réuni le vendredi 11 février et a décidé le licenciement de 45 moniteurs valides, sur un total de 80, et le paiement des handicapés à un maximum de 70 % du SMIC.

Nous avons demandé à un délégué CFDT

« A l'annonce de ces décisions, quelle a été la réaction des travailleurs du CAT ? »

— Nous étions nombreux à at-

tendre les administrateurs à la sortie du Conseil d'administration et nous leur avons fait une haie d'honneur, applaudissant les licenciements. Mais la colère était si grande chez les handicapés que certains voulaient les empêcher de passer, utilisant leurs chariots. D'autres commençaient à envoyer des coups de canne. Les administrateurs auraient passé un sale quart d'heure si nous n'étions pas intervenus. Il y en a même un, un patron réactionnaire bien connu à Besançon, qui s'est sauvé par une fenêtre ! Ce sont les travailleurs handicapés actuellement les plus combattifs. Cer-

me de vacances, ni sur le paiement des 90 jours au lieu de 60, en cas de maladie.

Dans l'ensemble, le personnel est satisfait, bien qu'il trouve un peu fort le refus de la part d'un syndicat de réduire le temps de travail. D'autant que l'ensemble des Chèques a bénéficié d'une réduction d'horaire en 1975 et travaille actuellement 36 heures 15.

C'est tout de même un comble que, pour obtenir satisfaction, des travailleurs soient obligés de faire grève cinq jours contre les syndicats qui gèrent le CE. Ceux-ci se comportent par bien des points comme des patrons, en refusant au personnel de la cantine les revendications qu'ils réclament pour les employés des Chèques.

Correspondant LO

**Employeurs,
Procurez du Travail
aux handicapés**

La propagande c'est bon sur les affiches. La réalité à Besançon c'est le licenciement des moniteurs du Centre d'Aide par le Travail, et le paiement à un maximum de 70 % du SMIC pour les handicapés.

tains sont au bord de la crise de nerfs tant ils sont choqués. Les moniteurs, pour certains, espèrent que les licenciements tomberont sur le voisin. A l'assem-

blée générale, ce matin, 50 % du personnel est resté pour préparer l'action, c'est-à-dire pour se battre. Il nous faut gagner les autres. »

CGCT (Massy)

CHEQUES POSTAUX (Favorites - Paris)

Grève du personnel de la cantine contre les syndicats

En grève pendant cinq jours, le personnel de la cantine Bourseuil (rue des Favorites) a repris le travail le 9 février. La CGT, qui est majoritaire dans la gestion de la cantine, a cédé sur un certain nombre de ses revendications : sur les salaires, avec des augmentations allant de 100 F pour les femmes et 75 F pour les hommes, alors qu'ils revendiquaient 150 F et 100 F. Ils ont obtenu le paiement des vêtements de travail (ce qu'ils réclamaient depuis des années), ainsi que le paie-

ment intégral des jours de grève.

Par contre, alors qu'ils souhaitaient une réduction du temps de travail, ils n'ont obtenu qu'un aménagement d'horaire. Ils auront bien deux samedis libres sur trois, comme ils le souhaitaient, mais ils devront travailler l'après-midi qui, jusqu'à présent, leur était accordé chaque semaine, ce qui n'arrange pas tout le personnel concerné. Au total, ils continueront à faire 40 heures, comme avant. Rien n'a été accordé sur l'augmentation de la pri-

A quand la diligence ?

Suite à l'augmentation des effectifs, notre petit car d'une vingtaine de places qui avait dix ans ne faisant plus l'affaire, la direction l'a remplacé par un grand d'une quarantaine de places, celui-là âgé de dix-sept ans.

Tout cela n'est pas très sérieux. A cet âge-là, on pourrait laisser ces vieux os reposer en paix à la ferraille. Ce serait mieux pour eux et plus rassurant pour nous.

On peut se demander si cet engin résisterait à un contrôle de sécurité..., à un contrôle anti-pollution... Chiche !

S'ils croyaient nous faire plaisir en nous offrant une pièce de musée, ils auraient pu ne pas faire les choses à moitié et nous offrir une berline tirée par des chevaux. Le freinage aurait sans doute été plus sûr.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de la CGCT-Massy.

CRAMP

Des employés en lutte face à la pagaille administrative



A la CRAMP, depuis le 9 février, les employés d'un service de tarification « accidents du travail » sont en colère.

LES RAISONS DE LA COLERE

Celle-ci a éclaté à la suite d'une information des cadres du service qui nous annonçait que le rendement était trop bas, que la discipline allait être resserrée, qu'il fallait « donner des coups de collier » et cela dans l'intérêt des assurés sociaux. En bref, ils nous accusaient d'être responsables de l'énorme pagaille qui règne dans le service de tarification qui s'occupe de fixer le taux de cotisation (accident du travail) des employeurs de la région parisienne. Dans le service, ce fut l'indignation générale. Car depuis trois ans environ, nous avons vu sans cesse croître la pagaille et nous l'avons subie. Elle a été provoquée principalement par la mise en place anarchique de l'informatique, de changement de numéro d'identification des entreprises (SIRENE) et, dernièrement, de nouvelles règles de tarification.

Le sentiment général était : « Nous en avons assez, la direction ne fait rien pour réorganiser les services et elle se retourne contre nous pour exiger des efforts ! Nous voulons bien travailler mais à condition que cela fonctionne bien »...

Aussitôt dans le bureau, on se met toutes et tous à recenser les problèmes et à dresser la liste des mesures à prendre pour éviter les tâches inutiles. Les autres services sont contactés et une grève de 24 heures est votée à la tarification pour le mardi 15 février.

VERS UN CONTROLE DES EMPLOYES SUR LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES ?

Mardi, presque tout le secteur est en grève. A 9 heures, nous nous retrouvons en assemblée (environ 80 personnes) pour faire le point. Chaque employé veut imposer une bonne organisation, mais comment ? Plusieurs camarades proposent de mettre en place une commission de contrôle représentant l'ensemble des employés. Chacun expose son point de vue et nous décidons de créer une coordination régulière des employés qui se réunira chaque vendredi. L'assemblée terminée, nous allons tous vers le bureau du directeur général qui accepte de recevoir une délégation. Des promesses nous ont été faites. Nous avons les moyens de faire en sorte qu'elles ne restent pas des mots en donnant une vie réelle à la coordination des employés. Cette organisation peut être une arme efficace pour imposer des conditions de travail correctes dans notre intérêt et dans celui des assurés sociaux. Et pas seulement à la tarification, mais aussi à l'invalidité où la situation est aussi catastrophique et où notre mouvement commence à avoir de l'écho.

Correspondant LO.

AIR FRANCE

(Orly-Nord)

Les équipes de nuit débrayent

Depuis quatre semaines, les équipes en horaires décalés travaillant sur Caravelle et Airbus débrayent chaque fois qu'elles sont de nuit, deux heures en fin de vacation. Ces travailleurs revendiquent moins de nuits, plus de repos et aussi la possibilité de transformer la majoration de salaire liée au travail de nuit (les heures sont payées double) en repos ou congés supplémentaires.

Jusqu'à présent, cette action est limitée à ce secteur et c'est la CFDT qui conduit le mouvement. La CGT, puissante dans le secteur Boeing, n'a pas appelé les travailleurs à débrayer et même elle a taxé d'aventurisme ceux du secteur Caravelle sous prétexte que la grève est limitée à un seul secteur. La CGT s'appuie sur une bonne partie des travailleurs en équipes qui tiennent à faire des nuits pour arrondir leurs salaires.

Malgré cela, la grève est reconduite par les différentes équipes de nuit et les travailleurs sont décidés à se faire entendre de la direction.

Correspondant LO

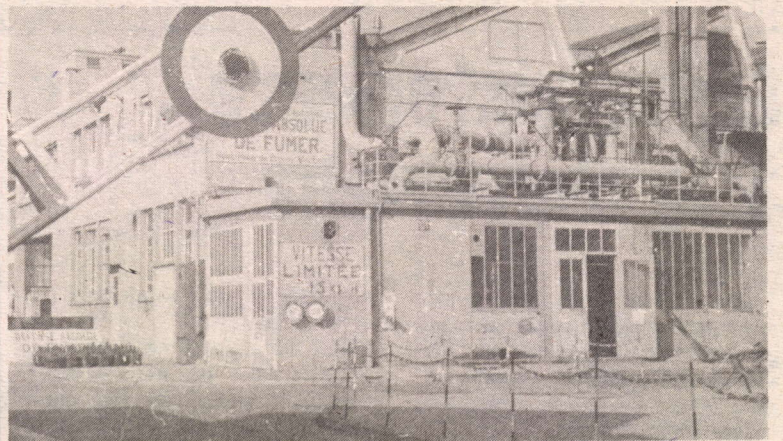
L'attitude des syndicats face aux employés

Face à notre mouvement et à la mise en place d'une coordination des services, la CGT joue l'inertie. Cela s'est particulièrement vu lors de l'assemblée du mardi 15 où, sans s'opposer à la proposition, elle essaya sans cesse de dévier la discussion.

Et pourtant, certains militants revendiquent : « La Sécurité sociale aux travailleurs ». Or les mots n'ont pas le même sens pour tout le monde, semble-t-il. Dans l'esprit des bureaucrates, derrière cette revendication il n'y a, au vu de leur attitude, que l'idée de remplacer l'administration actuelle par des cadres de gauche. Mais que penser de cette perspective ? Lorsqu'on sait qu'un sous-directeur CGT vient de licencier un jeune archiviste, que le chef de l'un des services de tarification qui fait appel à « retrouver les manches » et à être discipliné est militant CFDT, cadre, que ses adjoints sont à la CGT et militants actifs du PCF dans l'entreprise, et que tous mènent cette politique répressive au nom de la défense de la Sécurité sociale ! Et cela bien sûr sans diminuer en quoi que ce soit l'anarchie et la pagaille administrative.

Qu'ils soient à la CGT ou à la CFDT, les cadres de la Sécurité sociale sont avant tout les agents d'exécution de l'Etat et non les mandataires des travailleurs. C'est pourquoi il n'y a que les employés organisés démocratiquement, en liaison avec l'ensemble des travailleurs, qui puissent assurer un véritable contrôle sur la Sécurité sociale.

Correspondant LO.



RHONE-POULENC

(Vitry)

Qu'ils la gardent

La direction a fait remettre à certains travailleurs un questionnaire sur leur situation militaire, afin de permettre l'établissement des demandes de médailles du travail.

Il faut dire que si, comme c'est demandé, vous avez participé et survécu à la guerre de 39-45, à la guerre d'Algérie ou tout simplement au service national obligatoire, puis résisté 25 ans dans un atelier à Rhône-Poulenc, vous avez de la chance d'être encore en état d'aller chercher votre médaille.

En tout cas, dans une vie comme celle-là, il doit y avoir suffisamment de raisons pour faire avaler la médaille au représentant de la direction chargé de la remettre.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de Rhône-Poulenc (Vitry-sur-Seine).

SNIA

(St-Eloi)

Des coups de pinceau qui se perdent

La « commission d'amélioration des conditions de travail » a récemment publié son programme : carrelages, baies, cafétaria moderne... Déjà on voit arriver les plantes vertes, et si ce n'est pas encore la jungle, ça ne va pas tarder !

Jaloux d'un tel effort, il s'est même trouvé des originaux pour aller peindre un samedi leur local et, bien entendu, seule la peinture a coûté quelque chose à la direction !

Nous ne savons pas s'il y a eu beaucoup de volontaires pour faire des heures supplémentaires non payées, mais s'il y a une chose sûre, c'est que cette commission a ainsi trouvé de drôles de manières d'améliorer les conditions de travail.

En tout cas, ce n'est pas à nous de faire les pigeons pour la direction. Et si elle manque de personnel pour ces travaux, il n'y a qu'à embaucher.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNIA Saint-Eloi.

ALSTHOM

(Belfort)

La direction sanctionne, la CGT est d'accord

Le vendredi 28 janvier, quelques centaines de travailleurs ont vigoureusement manifesté auprès du directeur leur mécontentement à l'annonce d'un changement d'horaire. (voir LO n° 440). La direction ne pouvait pas laisser ce mouvement d'humeur sans réagir. En effet, quelques jours après, tous les participants à ce rassemblement ont reçu une lettre leur déclarant ce genre de manifestation illégal. De plus, deux délégués CFDT étaient sanctionnés de deux jours de mise à pied pour « incitation à la violence ». Pour tout le monde, il était évident qu'il s'agissait d'une manœuvre de diversion visant à faire passer ces militants pour des fauteurs de désordre.

Pourtant la version de la direction allait recevoir un appui important par un tract signé « Syndicat CGT ». Celui-ci attaquait un des militants sanctionnés en le traitant d'irresponsable. Ce même syndicat refusait de s'associer à un appel à un meeting de riposte aux sanctions.

Cette attitude de lâcheté et de délation a écœuré de nombreux travailleurs parmi les plus combattifs. Certains d'entre-eux ont demandé des explications aux militants de la CGT qu'ils connaissaient. Ceux-ci n'en menaient pas large et avaient du mal à défendre leur direction syndicale.

Correspondant LO

CENTRE DU BOUCHET

Un pifomètre non homologué

Les travailleurs du Polygone de tir avaient réclamé avec raison que des prélèvements soient faits lors des brûlages d'aérobie, pour savoir si les fumées étaient aussi inoffensives que la direction du CRB voulait bien le dire.

Mais lors du dernier brûlage, le seul appareillage scientifique utilisé semble avoir été le nez du directeur. Lequel s'était d'ailleurs placé avec prudence contre le vent. Il avait sans doute flairé le danger !

Notre sécurité exige que des mesures soient prises avec des appareils un peu plus perfectionnés.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Centre du Bouchet (Vert-Le-Petit).



La mer couleur de vin

de Leonardo SCIASCIA

■ La mer couleur de vin est un recueil de treize nouvelles écrites par Leonardo Sciascia, romancier sicilien (sans être membre du Parti Communiste Italien, il a été élu sur une liste municipale du PCI à Palerme).

La toile de fond de cet ouvrage est la Sicile, passée et présente, avec la misère de son peuple, les ravages de la mafia, alliée à l'Eglise et aux possédants.

Armé de sa plume et de son ironie, Sciascia nous brosse une série de tableaux vivants de cet-

te société sicilienne, à l'image du sous-développement de l'île, qui étouffe sous l'oppression.

Mais la dénonciation se teinte d'humour grinçant, comme lorsque l'auteur raconte l'odyssée des paysans pauvres qui ont tout vendu pour se payer un voyage clandestin vers les Etats-Unis, l'Eldorado de rêve où ils vont retrouver les cousins qui ont réussi, et qui, après plusieurs jours passés dans la cale du navire d'un passeur d'hommes, sont débarqués... sur une côte sicilien-

ne. Ironie aussi, lorsque le militant du PCI, qui a arraché sa femme d'une manifestation religieuse contre l'enlèvement d'une statue d'église, ouvre l'Unità pour y découvrir l'enlèvement du corps de Staline hors du mausolée de la Place Rouge.

L'oppression de la femme et l'obsession malade des hommes pour leur « honneur » est le sujet d'une autre nouvelle, qui décrit le cercle masculin d'une petite ville bouleversé quand il apprend que l'un de ses membres a été trompé.

Et bien sûr, il y a aussi la mafia, toujours présente. Et Sciascia en profite au passage pour ridiculiser la commission d'enquête gouvernementale.

Cette suite de nouvelles donne un bref mais intéressant panorama sur cet extrême-sud de l'Italie, la Sicile qui unit l'oppression « moderne » des sociétés capitalistes à l'héritage de l'oppression des siècles passés.

Pierre MIGENNES



En Sicile : la moisson, faite à la main.

"Ma route et mes combats"

d'André BERGERON

■ « Je crois plus aux hommes qu'aux systèmes quels qu'ils soient ». Bergeron ne veut pas classer les individus en « bons et méchants » dit-il encore. Il croit que la lutte des classes sera éternelle et sur la base de ces quelques conceptions, il nous présente un plaidoyer pour le syndicalisme réformiste tel qu'il l'entend.

L'essentiel dans la « lutte » pour Bergeron consiste dans la discussion et le contact avec les hommes du patronat et du gouvernement. Il le dit sans fard et ne se sent pas gêné d'avouer avoir eu des contacts secrets et au grand jour.

C'est ainsi qu'il raconte ses rencontres en mai 68, avant Grenelle, avec Ceyrac, Huvelin du CNPF, ainsi qu'avec Pompidou ou d'autres. Il dit que les autres organisations syndicales en eurent également, et prétend ne

pas comprendre pourquoi elles en font mystère.

Bergeron est visiblement très content de ses fréquentations qui prennent une grande place dans son livre. On chercherait vainement dans cet ouvrage un récit de ses rapports avec les travailleurs ou la moindre tentative d'évoquer leur vie ou leurs espoirs.

Le secrétaire général de FO a peur du « désordre général », ce qu'il partage avec les patrons et les gouvernants qu'il tente donc en conséquence de convaincre du bien-fondé de la politique contractuelle. Son syndicalisme, c'est celui de la coulisserie et non celui des luttes. Ce qui pour lui n'est pas incompatible avec une défense en général du droit de grève.

Le livre nous expose toutes les positions qui sont celles de la confédération et qui découlent

de ces conceptions. Citons au passage la démagogie contre les petits commerçants, la prise de position contre le juge de Charette qui avait fait arrêter un patron responsable d'un accident mortel de travail, l'opposition aux syndicats dans l'armée.

Ajoutons une tentative de justification de l'attitude de FO dans l'affaire du *Parisien libéré*, qui a fourni des jaunes alors que les ouvriers étaient en grève. Pour Bergeron le PCF, qui tient le syndicat du Livre en main, empêchait depuis des années des syndiqués de FO de travailler dans la presse. C'était l'occasion de rompre ce monopole de l'embauche, ce qui justifie pour le secrétaire de FO son alliance avec Amaury contre le syndicat du Livre. Bergeron a trouvé cela plus facile que d'essayer de convaincre les travailleurs de la presse de lutter contre les méthodes antidémocratiques des stalinien. Il montre par là qu'il n'est pas plus démocratique que ces derniers, que sa politique rejoint la leur, car ce n'est jamais aux décisions des travailleurs que ni lui ni eux font appel.

Bergeron est contre la dictature en général, mais la démocratie qu'il défend, c'est celle qui permet dans un petit nombre de pays industrialisés quelques libertés qui ne suppriment ni l'oppres-

sion sur d'autres peuples, ni l'exploitation de la classe ouvrière en leur propre sein. On ne s'étonnera pas qu'il n'ait pas un mot de critique contre le régime politique américain... ou français.

Pour tous ceux qui suivent depuis peu les questions politi-

ques et syndicales, le livre de Bergeron apportera peut-être une idée générale sur son auteur et surtout sur les objectifs et la nature de la confédération qu'il dirige. Mais aux autres, il n'ajoutera rien qu'ils n'ont déjà pu apprendre au fil de l'actualité.

Louis GUILBERT

Le dernier jour d'un condamné

de Victor HUGO

■ Les éditions Folio viennent de rééditer ce livre de Victor Hugo.

Dans ces pages, Hugo, partisan convaincu de l'abolition de la peine de mort, veut toucher en nous entraînant jour par jour, heure par heure puis minute par minute, au fur et à mesure que l'exécution approche, dans la torture morale que subit un condamné, avant de subir la torture physique. Pour cela, il imagine les réflexions, les sensations et les états d'esprit qui s'emparent d'un homme durant sa lente agonie, entre le moment de sa condamnation et celui de sa montée sur l'échafaud.

Et si aujourd'hui la justice a

honte de ses crimes et ne fait plus d'une exécution un spectacle offert sur la place publique, comme à l'époque de Victor Hugo, ces pages restent d'une brûlante actualité. Sensible, intelligent et vrai, ce livre est convaincant.

Roger MEYNIER

N.B. : Ce livre est précédé d'un autre roman de Victor Hugo, lui aussi peu connu, Bug Jargal. S'il s'agit d'un roman plus traditionnel, il n'est pas inintéressant, car il a pour toile de fond la révolte des esclaves noirs à Saint-Domingue en 1791.

Le dernier jour d'un condamné de Victor Hugo - Col. Folio n° 919 - 10 F.

MOTS CROISES

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	O	R	D	O	N	N	A	N	C	E
II	D	O	U	L	O	U	R	E	U	X
III	O	G	R	E	S		M	O	R	T
IV	R	A	S	A		R	E	N	I	E
V	A	T		N	E	O	N		O	R
VI	T	O	N	D	U		T	I	S	I
VII	S	I	E	R	R	A		L	I	E
VIII		R	U	E	E		T	E	T	U
IX	N	E	F	S		L	O	U	E	R
X	E	S	S		N	E	I	S	S	E

HORizontalement. — I. En semain. — II. Marier - A la mode de Caen. — III. En partie intégrée à la France - Terminaison. — IV. Suit le docteur - Rivière qui n'est pas Vilaine. — V. Importuns. — VI. Fille d'Agamemnon. — VII. En fin de soirée - Initiales royales. — VIII. Tête et queue de Nestor - Précipitation. — IX. Conjonction - Point unique. — X. Indicatif téléphonique - Courant. — XI. Personnel - Mieux vaut la boire qu'être dedans.

VERTicalement. — 1. D'actualité. — 2. Fabrique de technocrates - Ce signe impose le silence - Cri à faire frémir plus d'un taureau. — 3. Député UDR compromis dans l'immobilier. — 4. Tristes collines. — 5. Morceau d'égoïne - Interrogatif. — 6. Avant de préparer le boudin - Détérioré. — 7. Sonore - Mieux vaut qu'il soit bon. — 8. Deux raisons d'y mettre des points - Monnaies roumaines - Voyelle double. — 9. Pour mettre en valeur l'homme célèbre. — 10. Peut aussi être un bras - Pas très catholique lorsqu'elle est basse.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										
XI										

La rose et la flèche

de Richard LESTER

Vingt ans après son départ de la forêt de Sherwood, où il avait abandonné la défense des opprimés et la belle Marianne, pour rejoindre Richard Cœur de Lion aux Croisades, Robin des Bois s'en revient.

Mais il ne s'agit pas du classique « Retour... » de tel ou tel héros à succès. Car, ce que Richard Lester nous conte, c'est l'histoire d'un homme de 45 ans qui, après vingt ans passés au service d'une cause pour laquelle il avait tout quitté, et qui ne lui avait apporté que batailles, meurtres et pillages, n'attend plus rien de la vie ; mais qui en se replongeant dans son passé, en retournant sur les lieux de sa jeunesse, va vouloir peu à peu renouer avec lui. Robin avait bien l'intention de finir tranquillement ses jours au pays. Mais si du temps a passé depuis son départ, les problèmes sont restés les mêmes, et il ne pourra les éviter. Jean Sans Terre est toujours un tyran cruel et le shérif de Nottingham maintient toujours

l'ordre... et l'oppression des paysans. La légende que Robin a laissée après son départ est toujours vivace, et les pauvres ne tarderont pas à venir le chercher pour les conduire dans la lutte contre les féodaux.

Quant à Marianne, qui s'était faite abbesse, elle est toujours là et leurs liens passés vont tout naturellement se renouer.

Ironique, tendre, Lester remet peu à peu en place les personnages du temps des aventures de Robin des Bois. Le héros souffre maintenant de rhumatismes au matin d'une nuit passée à la dure dans les brumes de la forêt et dans les combats il perd vite son souffle.

Mais ce récit qui ne manque pas d'humour va soudain changer de genre. Robin provoque le shérif de Nottingham en un « combat des chefs », dans lequel les paysans qui lui font confiance jouent le rôle de simples spectateurs qui n'intéressent visiblement ni Robin lui-même, ni le réalisateur. Et sous prétexte de

soigner ses blessures, Marianne l'empoisonne et s'empoisonne avec lui, dans une séquence qui sent un peu trop le mélodrame.

Mais ceux qui connaissent bien l'histoire de Robin Hood, et qui l'ont aimée, trouveront cepen-

dant du plaisir à ce film nostalgique. Les autres auront peut-être du mal à comprendre les allusions.

Pierre MIGENNES
Paramount Elysées (8°) - Paramount Opéra (9°).



La petite fille au bout du chemin

de Nicolas GESSNER

Arrivée depuis peu d'Angleterre dans un village de la côte américaine, une petite fille vit dans une étrange solitude. Bercée de grande musique, de lectures et de rêves, elle habite dans une grande maison, isolée « au bout du chemin », dans un confort agréable.

Elle ne va pas à l'école, trouve en elle-même la curiosité voulue pour peupler son univers : elle étudie l'hébreu, se plonge dans la lecture, organise au mieux sa vie matérielle aux côtés de son père, mystérieusement invisible, qui refuse de recevoir qui que ce soit.

Cette perpétuelle dérobade à leurs avances pique la curiosité des voisins. Madame Hallet, propriétaire de la grande maison, Franck, son fils, obsédé sexuel ayant eu autrefois quelques fâcheuses histoires de mœurs sur les bras, le sergent Millioretti, filic débonnaire et paternel, Mario enfin, un adolescent infirme qui devient vite l'ami de cette petite fille seule, un ami dévoué et tendre au point de gagner sa confiance et d'entrer dans le secret.

Car cette petite fille a une vie étonnante, effrayante même. Sa personnalité aussi est étonnante. Pleine de maturité, pleine de force et de fraîcheur à la fois, elle est décidée à se protéger, selon les préceptes d'un père admiré et aimé — par les moyens des adultes.

Ce film est aussi amoral qu'in vraisemblable : on y mange du cadavre avec un cynisme naïf. Peu importe. Le suspense a ses faiblesses : dès le début, on a découvert le nœud de l'histoire. Mais là encore, peu importe. Car ce qui surprend et séduit, c'est l'atmosphère, à la fois poétique et un peu trouble, une atmosphère de tendre complicité tissée autour de ce personnage peu commun, admirablement servi par le talent de la jeune Jodie Foster. Une atmosphère dans laquelle finit par se prendre le plus blasé et le plus réticent des spectateurs. Allez-y, jouez le jeu et laissez-vous aller.

Anne GARBE

Saint-Michel (5°) - Montparnasse 86 (6°) - Concorde (8°) - Lumière (9°) - Nation (12°) - Convention (15°) - Mayfair (16°) - Clichy-Pathé (18°).

La marche triomphale

de Marco BELLOCHIO

La marche triomphale, c'est l'histoire d'un salaud. En toile de fond, une caserne de l'armée italienne — mais ça pourrait se passer ailleurs —, les ordres absurdes gueulés par les sous-officiers, les vexations, les brimades, les bizutages et la misère sexuelle. Le capitaine s'acharne sur les recrues, pousse les sentinelles à désobéir pour mieux les « aligner ». Il frappe aussi.

Le héros — si l'on peut dire — du film est un jeune « bidasse » qui cherche à se faire réformer. Il se bourre d'émphétamines pour ne pas dormir, s'alimente à peine dans l'espoir de tomber de faiblesse. Il n'en aura pas le temps. A la première incartade, le capitaine le retourne comme une crêpe : est-ce la menace du cachot ou un tabassage en règle, mais il devient le fervent du

capitaine, parle même de « rempiler ». Est-ce son esprit qui déraile ? On se le demande jusqu'à la fin tant son attitude est inexplicable.

Le film s'attache alors à décrire les rapports entre la jeune recrue et ce capitaine, dominateur et sadique, qui a des problèmes avec sa femme et se venge sur ses soldats.

Et là, la critique du service militaire et de l'armée s'estompe puisque toute l'attitude et la philosophie militaires de l'officier paraissent provenir de ses seuls problèmes personnels. Quant aux

personnages, la plupart sont tout bonnement invraisemblables et désespérants de bêtise, de veulerie, de lâcheté.

A la sortie, le spectateur ressent une profonde impression de malaise, sans trop savoir si ce malaise provient des faits dénoncés, ou de la complaisance avec laquelle le réalisateur s'attarde sur les aspects les plus sadiques ou scabreux.

Dominique LEGER

Omnia (2°) - Quintette (5°) - Montparnasse 83 (6°) - Elysées Lincoln et St-Lazare Pasquier (8°) - Cambronne (15°).

sélection

Films récents

LE JUGE FAYARD DIT « LE SHERIFF » : Un réquisitoire contre la justice.

Bretagne et Odéon (6°) - Normandie (8°) - Paramount Opéra (8°) - UGC Gobelins (13°) - Paramount Orléans (14°) - Magic (15°) - Paramount Maillot (17°) - Paramount Montmartre (18°) - Secretan (19°).

LE PRETE-NOM : Les ravages du maccarthysme dans les milieux intellectuels américains, vus à travers l'histoire rocambolesque d'un prête-nom pour écrivain.

Panthéon et Saint-Germain Village (5°) - France (8°) - Athéna (12°) - Studio Raspail (14°) - Convention (15°).

SUNDAY TOO FAR AWAY : La vie des ouvriers chargés de la tonte des moutons en Australie.

Pagode (7°).

COCORICO ! MONSIEUR POULET : Un marchand ambulant parcourt la brousse du Niger.

Saint-Séverin (5°) - Trois Hausmann (9°) - Olympic (14°).

DERSOU OUZALA : Dans la taïga les aventures et la fraternité qui lient un officier explorateur et un chasseur.

Paramount Marivaux (2°) - Jean Cocteau et Studio Alpha (5°) - Arlequin (6°) - Paramount Elysées (8°) - Paramount Galaxie (13°) - Paramount Gaité (14°).

BARRY LINDON : Une fresque de l'Europe aristocratique de la fin du XVIII^e siècle.

Impérial (2°) - Hautefeuille (6°) - Colisée (8°) - Athéna (12°) - PLM St-Jacques (14°) - Clichy Pathé (18°).

CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE : L'enfance pauvre du futur séducteur dans la Venise du XVIII^e siècle.

Capri (2°) - Dragon et Hautefeuille (6°) - Elysées Lincoln et Saint-Lazare Pasquier (8°) - 14 Juillet (11°) - Gaumont Sud (14°).

JONAS QUI AURA 25 ANS EN L'AN 2 000 : Film sympathique sur huit personnages huit ans après mai 68.

Studio de la Harpe (5°) - 14 Juillet (11°).

LE VOYAGE AU BOUT DU MONDE : L'expédition merveilleuse de Cousteau dans l'Antarctique.

Trois Haussmann (9°) - Diderot (12°) - Calypso (17°).

Films plus anciens

CHRONIQUE DES ANNEES DE BRAISE : L'Algérie sous le joug de la colonisation. A ne pas manquer.

Palais des Glaces (10°).

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES : Trente ans après, trois anciens résistants font le bilan de leur vie. Nostalgie et farce à la fois.

Les Cinoches de Saint-Germain (6°).

LE SEL DE LA TERRE : Une grève victorieuse d'ouvriers immigrés mexicains aux Etats-Unis.

André Bazin (13°) - Mercredi, jeudi, vendredi en soirée et le samedi.

LES SENTIERS DE LA GLOIRE : Les fusillés pour l'exemple par l'état-major français pendant la guerre de 1914-1918.

Royal Villiers (17°).

Aux Dossiers de l'écran :

La justice est faite... oui, mais quelle justice ?

Dans son film célèbre, **Justice est faite**, qui introduisait le thème des **Dossiers de l'écran**, André Cayatte abordait les problèmes de la fragilité du jugement humain, de sa relativité, de son incapacité à jamais saisir les mobiles profonds qui peuvent animer les individus. Comment sept jurés pris au hasard, mais dont chacun a ses propres peines, ses propres soucis, ses propres drames, peuvent-ils comprendre le geste d'une femme qui vient de donner volontairement la mort à un homme qu'elle aimait. Euthanasie par grandeur d'âme, crime basement crapuleux, désir de se débarrasser d'un fardeau encombrant pour en aimer un autre ? Chacun y répondra à sa façon, selon son cœur, selon son tempérament, son éducation, ses préjugés, ses propres problèmes. Et le hasard d'une majorité décidera... pour que justice soit faite.

Le débat qui suivit s'est engagé sur les rapports entre les jurés et les magistrats. On y apprenait, grâce à maître Badinter, et malgré les démentis d'un président et d'un avocat général, que les jurés n'étaient pas choisis au hasard comme on le croit souvent, mais tirés au sort sur des listes fournies par les maires et établies plus ou moins « anarchiquement » avec toutefois deux constantes : le juré doit être « honorable » et si possible « disponible ». Le portrait robot du juré moyen est alors le suivant : c'est un homme (90 %), il a 52 ans, il est marié, il a fait des études au dessus de la moyenne et il fait partie de catégories sociales assez élevées.

Déjà faussé au départ, ce jury est alors pris dans l'engrenage de la machinerie judiciaire : présentation de l'inculpé comme un déjà cou-

pable, entre deux gendarmes, dans un box, avec parfois même des menottes ; confusion entre le président (théoriquement neutre) et l'avocat général (accusation) ; langage spécialisé, incompréhensible. Tout concourt à mettre les jurés en condition. Même les délibérations à huis clos, mais en présence du président flanqué de ses deux assesseurs, subissent cette pression de l'appareil judiciaire. Sans parler des cas où les présidents ne se contentent pas du poids que leur confèrent leurs robes rouges, vont jusqu'à utiliser des arguments méprisables. Tel ce président — raconte une jurée — qui avait ouvert les délibérations en mettant en garde les jurés contre la plaidoirie convaincante d'un avocat :

« Attention, ne vous faites pas avoir, il s'agit d'un avocat de la mafia, et le jeune dans le box vient de passer son CAP de mafia ».

Et cet autre qui essayait de faire ainsi pression sur les jurés : **« Attention, ne soyez pas trop indulgents. Moi aussi comme ça j'ai cru une fois un gars récupérable. Je l'ai retrouvé dans le box, dix ans plus tard... ».**

La jurée qui relatait ces faits racontait sa déception et ses désillusions devant la découverte de ce qu'elle croyait auparavant une justice impartiale...

Le débat ne dépassait pas une certaine limite. Cela à cause du caractère limité de l'aspect choisi dans le fonctionnement de la justice, et surtout parce que tout le monde était implicitement d'accord pour considérer ce qui fonctionnait mal seulement comme des imperfections plus ou moins graves. Autrement dit, personne ne mettait en cause la justice elle-même, tout cet appareil judiciaire

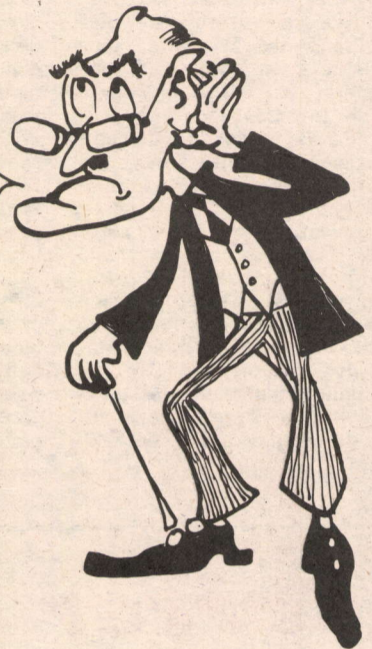
finale, incontrôlable — sinon par le pouvoir — lié socialement et humainement aux hautes classes de la société et chargé d'appliquer les lois bourgeoises.

Cela dit, on pouvait craindre que la discussion, axée par le film sur les faiblesses du jugement humain, en faisant ressortir l'impréparation, le « non-professionnalisme » des jurés, tourne à l'avantage de la justice professionnelle. Cela n'a pas été le cas.

Le film et le débat illustraient finalement plutôt le fait que le véritable problème des jurys — outre la façon dont ils sont choisis — est leur impuissance face à un corps judiciaire professionnel, et que malgré « l'impréparation » des jurés, la justice des professionnels est infiniment plus inhumaine.

Alain MARQUET

J'ENTENDS RIEN !
C'EST VOUS LE
COUPABLE ? VOUS
EN AVEZ BIEN
LA SALE TÊTE !
QUOI ? QU'EST-CE
QUE VOUS DITES ?
AH BON C'EST
VOUS LE JUGE !..



THEATRE

Vive la culture de Jacques BLOT

Durant une heure et quart, Jacques Blot nous entraîne dans l'actualité, ou dans les événements récents, qu'il illustre par une bonne dizaine de sketches, tous aussi drôles les uns que les autres.

Ainsi, alors que Krivine est président de la République, en l'an 2000 et des poussières, un vieux combattant de Mai 68 se met à radoter ; ou

bien, à la buvette de l'Assemblée, un député chauvin, gâteux et tout autant imbibé d'alcool que de patriotisme dénonce la drogue, poison venu de l'étranger, alors que le bon vin bien de chez-nous, a tant de vertus...

Et puis, tous les Ordres, petits et grands, sont égratignés, écorchés, traités à coups de calembours, ou dénoncés à l'ironie sulfureuse :

l'Eglise, la Gendarmerie, la Justice, la Police secrète, et celle qui l'est moins, les truands dans la Littérature, l'Armée.

Bref, on trouve que le temps passe trop vite.

Denis BESSON

Au Théâtre de 10 heures à 20 h 15 (très précises), 36, bd de Clichy - Métro Pigalle, sauf dimanche et lundi.

SELECTION

Samedi 19 février

ANTENNE 2 - 17 h 30 - Des animaux et des hommes : **Les chiens de traîneau**, avec la participation de Paul-Emile Victor.

FR3 - 15 h 50 - Film TV : **La vie en pièces**, de Daniel Moosman, avec Anna Karina et Pierre Vaneck. Une enfant entre un couple divorcé.

FR3 - 18 h 45 - Pour la jeunesse : **Steve Waring**, ce chanteur, conteur et guitariste séduira les jeunes de 7 à 77 ans !

Dimanche 20 février

FR3 - 16 h 55 - Voyages dans le cosmos : **Jusqu'au bout du monde**. Une émission sur l'origine de l'univers.

TF1 - 19 h 15 - Les animaux du monde : **L'aquarium de Monaco**. **TF1** - 20 h 30 - Film : **La valise**, de Georges Lautner, avec Mireille Darc, Michel Constantin et J.-P. Marielle. Une parodie des films d'espionnage.

FR3 - 20 h 30 - L'homme en question : **Jean Ziegler**, l'auteur de **Suisse au-dessus de tout soupçon** paru aux Editions du Seuil.

FR3 - 22 h 30 - Film : **La corruption**, de Mauro Bolognini, avec Alain Cuny, Jacques Perrin. Les aventures d'un jeune homme dans le monde de l'argent et de la corruption.

Lundi 21 février

TF1 - 20 h 30 - Film : **L'arrangement**, d'Elia Kazan, avec Kirk Douglas et Faye Dunaway. Un homme accidenté revit son passé.

TF1 - 22 h 30 - **Portrait d'Elia Kazan**. Le metteur en scène s'entretient avec Michèle Arnaud.

Mardi 22 février

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran présentent le film **Devine qui vient dîner ?**, de Stanley Kramer, avec Spencer Tracy, Sidney Poitier et K. Hepburn, comédie américaine autour du mariage entre une jeune Blanche et un Noir. Le débat qui suivra aura pour thème : **Le racisme. Si demain votre fille...**, avec la participation d'adversaires et de partisans de mariages mixtes. Abor-

dé sous cet angle particulier, c'est quand même le racisme sous tous ses aspects odieux qui pourrait être abordé au cours de l'émission.

TF1 - 21 h 15 - **Les peintres naïfs yougoslaves**. Un film documentaire sur l'art naïf des années 30 en Yougoslavie.

Mercredi 23 février

FR3 - 20 h 30 - Film : **L'Américain**, de Marcel Bozzuffi, avec J.-L. Trintignant, Simone Signoret. Après une longue absence, un homme revient dans sa ville natale.

TF1 - 21 h 50 - Indications : **La médecine et le cinéma**. A travers des séquences de film mettant en scène des médecins, une discussion animée par différents membres du corps médical.

Jeudi 24 février

FR3 - 20 h 30 - Film : **Nana**, de Christian-Jaque, avec Martine Carol, Charles Boyer, etc. Une peinture de mœurs d'après le roman d'Emile Zola.

TF1 - 22 h 20 - Concert : **Les**

Préludes de Liszt, par l'Orchestre National.

Vendredi 25 février

FR3 - 21 h 30 - Voyages dans le cosmos : **Les messages du ciel**, émission au cours de laquelle seront abordés l'astrologie et les OVNI.

ANTENNE 2 - 21 h 35 - Apostrophes : **Le surréalisme est-il entré dans les mœurs ?** Avec la participation d'écrivains se revendiquant aujourd'hui du mouvement surréaliste d'André Breton.

ANTENNE 2 - 22 h 50 - Film : **Cape et poignard**, de Fritz Lang, avec Gary Cooper et Lilli Palmer. Un film daté de 1946, sur l'espionnage, et dans lequel Lang poursuit sa dénonciation du nazisme.

Samedi 26 février

FR3 - 20 h 30 - Concert : **Didon et Enée**, un opéra de Purcell sur un épisode de la mythologie grecque.

Dimanche 27 février

TF1 - 20 h 30 - Film : **Pancho Villa**, de Buzz Kulik.

Les attentats renforcent la position de Juan Carlos

La police espagnole pavoise : le 11 février en libérant De Oriol et le général Villaescusa des mains de leurs ravisseurs, sans coup férir, « en douceur », elle s'est attiré les félicitations unanimes de la presse bourgeoise et elle a été remerciée d'un soupir de soulagement par tous les partis espagnols de droite comme de gauche.

Le gouvernement a pu faire ainsi la preuve, face à la vieille garde franquiste, qu'il a été capable de récupérer sans mal les otages. Et la police a trouvé là une occasion de redorer son blason à bon compte.

Ces enlèvements ont ainsi eux aussi contribué à renforcer l'autorité du régime. Le GRAPO

(quelle que soit la nature de cette organisation sur laquelle les hypothèses vont bon train puisqu'elle se dit maoïste mais que d'aucuns pensent qu'elle est manipulée par la police, voire même tout bonnement d'extrême-droite), en ajoutant les enlèvements spectaculaires à la série d'attentats perpétrés ouvertement par l'extrême-droite ces dernières semaines, a servi avant tout Juan Carlos.

Le roi fait figure de sauveur et d'arbitre car — et c'est le plus grave pour la classe ouvrière —, face aux attentats en série et à l'atmosphère de troubles qu'ils v'sent à créer, la gauche espagnole et une partie de l'extrême-gauche ont choisi Juan Carlos

comme protecteur.

Juan Carlos bénéficie maintenant de l'appui confiant de la droite et de l'allégeance de la gauche. Il peut opérer à son gré sa libéralisation à petits pas, tout en s'appuyant ouvertement sur sa police et son armée. Qui y trouverait à redire, puisque la droite comme la gauche demandent à Juan Carlos de faire preuve de fermeté. Les géôles peuvent se remplir de contestataires et la police peut continuer à assassiner de-ci de-là des manifestants ou des colporteurs d'affiches : le régime de « démocratie surveillée » se met en place contre la classe ouvrière.

Michèle DUCHENE



Le lieutenant général Villaescusa. Son enlèvement et sa libération par la police ont contribué à renforcer la position d'arbitre de Juan Carlos.

Carter :

La rencontre de Fidel Castro et d'un envoyé spécial de la nouvelle administration américaine laisse supposer qu'après seize ans de rupture les Etats-Unis envisagent de rétablir des relations diplomatiques avec Cuba et peut-être de lever l'embargo commercial qui frappe depuis 1964 la plus grande île des Antilles.

L'initiative de Carter renoue avec le début de « dégel » entrepris par Nixon et que l'administration de l'ancien président Ford, plus immobiliste, avait laissé en sommeil. L'intervention des troupes cubaines en Afrique dans l'ancienne colonie portugaise de l'Angola pour soutenir, en même temps que l'URSS, un mouvement nationaliste qui n'avait pas l'heur de plaire aux USA avait même ravivé l'hostilité américaine vis-

à-vis de Cuba.

En déclarant que le retrait des troupes de Castro en Angola n'était plus un préalable aux discussions, le gouvernement américain vient d'affirmer son intention d'appliquer pour Cuba sa politique de dégel.

La rupture entre les USA et Cuba avait commencé au cours des années 1960, quand les Etats-Unis tentèrent d'empêcher le nouveau gouvernement nationaliste radical de Castro de toucher aux capitaux américains qui contrôlaient, entre autres, la moitié des plantations de canne à sucre, la principale richesse de Cuba. Fidel Castro bénéficiait alors d'un incontestable soutien populaire et d'une large sympathie internationale et il refusa de céder aux exigences américaines. Boycotté par les USA, au bord de l'asphy-

Vers le dégel avec Cuba

xie, Castro s'appuiera finalement sur l'existence de l'URSS, avec laquelle il développe dès lors ses relations commerciales, avant de se déclarer « marxiste » et de s'aligner sur les grandes options politiques de l'URSS.

Maïs à l'échelle mondiale les Etats-Unis vont bientôt devoir réviser leur politique qui visait, pratiquement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale à empêcher coûte que coûte l'extension du camp des alliés de l'URSS. Et c'est au Vietnam que cette politique dite de « contenance » va connaître un échec retentissant. C'est là où ils ont engagé une armée de plus d'un million d'hommes, dont 500 000 Américains, que les Etats-Unis se heurtent à la résistance de tout un peuple. L'offensive vietnamienne de 1968 et l'incapacité des USA à vaincre au Vietnam

contraignent finalement les Américains à envisager une autre politique vis-à-vis de l'URSS et des pays qui lui sont plus ou moins liés.

Moins rigide, plus pragmatique, cette politique s'est traduite par des gestes plus ou moins spectaculaires. C'est ainsi qu'est intervenue la reconnaissance de la Chine — isolée de l'Occident par le blocus américain depuis 1949 — puis le désengagement au Vietnam. C'est aussi cette politique qui explique la tolérance dont les USA font preuve aujourd'hui vis-à-vis de l'approche éventuelle du pouvoir par les Partis Communistes européens, alors qu'ils en avaient été chassés — en France et en Italie notamment — au moment de la guerre froide en 1947.

Cette nouvelle politique s'est

accompagnée de pressions pour que l'URSS adopte une attitude de souplesse réciproque, comme le voyage de Nixon en Roumanie dès 1969 ou comme les déclarations actuelles de Carter sur le respect des libertés en URSS.

Bien que les Etats-Unis aient à l'égard de l'Amérique latine une politique particulièrement vigilante, il semble aujourd'hui qu'ils soient prêts à envisager pour Cuba un assouplissement, qui s'intègre dans l'orientation générale de la politique internationale de dégel amorcée après 1968. Et finalement, si le blocus économique imposé à Cuba par l'impérialisme américain devait se terminer bientôt, ce serait à la lutte du peuple vietnamien que les Cubains le devraient pour l'essentiel.

Stéphane LAROCHE

Hollande :

Dans ce pays respectable qu'est la Hollande, où depuis 1945 il n'y avait pas eu de grève importante, dans ce pays où les syndicats, qu'ils soient d'obédience socialiste ou chrétiens, collaborent depuis si longtemps avec le patronat et le gouvernement, un événement peu banal vient de se produire.

Des milliers de travailleurs se sont trouvés en grève. Parti des dockers des ports d'Amsterdam et de Rotterdam, le mouvement s'est ensuite étendu les jours suivants à l'alimentation, à la métallurgie et au bâtiment.

Le point de départ de cette grève a été le refus du patronat de reconduire dans le nouvel

accord une clause prévue de progression automatique des salaires. Ce qui n'est pas sans analogie avec la situation dans les autres pays européens, et la France en particulier.

Devant l'extension du mouvement, le patronat a commencé à reculer. Il a admis le réajustement automatique des salaires

par rapport à l'augmentation du coût de la vie.

C'est que, dans ce pays tout empreint de respectabilité bourgeoise, où la bureaucratie syndicale est loin de toute idée de lutte de classes, la réalité de la crise et des problèmes qu'elle soulève s'impose malgré tout.

Même si jusque-là la lutte n'a

pas pris un caractère brutal (le paiement d'un équivalent de 100 F par jour assuré par des caisses de grève pleines y étant pour beaucoup) elle a de quoi inquiéter les classes possédantes hollandaises et de quoi donner confiance à la classe ouvrière de ce pays en sa propre force. L.G.

Les travailleurs face à l'austérité

RFA :

En Allemagne fédérale, le gouvernement a fort à faire avec l'agitation sur le nucléaire.

Suite à l'action d'un comité, le tribunal administratif de Coblençe vient de décider l'arrêt de la construction du réacteur de la centrale de Muelheim-Kaerlich, en Rhénanie-Palatinat, faute d'installations de sécurité suffisantes.

C'est l'ouverture du procès de la centrale de Whyl qui a redonné un élan à ces protestations.

Au moment de sa mise en chantier, il y a deux ans, en pleine région vinicole, des militants pour la protection de la nature avaient occupé le site. Après neuf mois d'occupation, ils obtenaient l'arrêt des travaux.

Ces derniers temps, un certain nombre de faits ont renforcé l'opinion des opposants aux centrales nucléaires. Deux centrales viennent d'être mises hors service à cause d'incidents. En cinq ans, trente-cinq incidents ont été dénombrés sur des réacteurs.

Dans l'affaire de Whyl, la décision d'implanter la centrale avait

été prise, sans s'inquiéter des conséquences possibles. Seule la mobilisation de l'opinion a permis de faire marche arrière. Et cette mobilisation a été payante. Déjà le gouvernement régional de Bavière puis le gouvernement fédéral ont décidé qu'une centrale récemment construite ne serait mise en service qu'une fois réglé le problème du

traitement des déchets.

Il n'est pas dans la nature d'une société où seul le profit compte d'examiner les avantages et les inconvénients de l'implantation d'une entreprise pour la population. Et ce n'est pas seulement vrai pour le nucléaire.

Jacques FONTENOY

Le nucléaire en procès et en difficulté